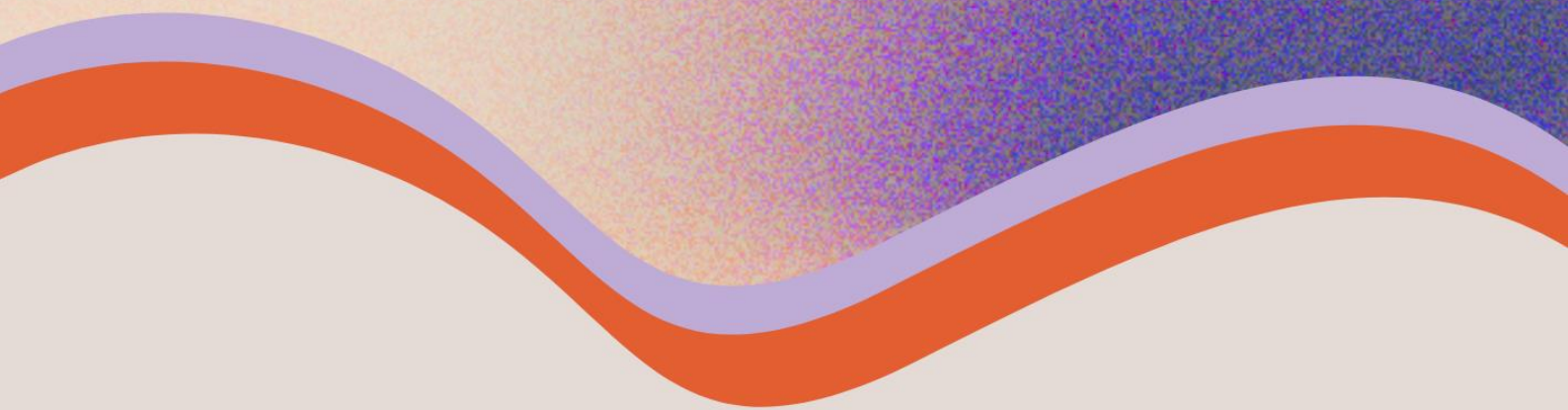


Évaluation finale

20 **25** **Mali** **Rapport de** **Pays**



Content

Remerciements	2
Liste des abréviations	3
Résumé	4
1. Contexte et introduction	8
1.1. Contexte national	8
1.2. Aperçu du programme	9
1.3. Théorie du changement du programme	11
1.4. Modifications apportées après l'examen à mi-parcours	12
1.5. Description du processus d'évaluation finale	13
2. Méthodologie de l'évaluation	13
3. Résultats	16
3.1. Pertinence	16
3.2. Efficacité et impact	19
3.3. Efficacité et contribution par voie de la théorie du changement	19
3.4. Effets imprévus (négatifs) sur d'autres parties prenantes	31
3.5. Thèmes transversaux (genre, jeunesse, climat)	31
3.6. Impact	32
3.7. Durabilité perçue des changements réalisés	33
3.8. Facteurs contribuant à la durabilité (y compris l'adaptation à des contextes changeants)	34
3.9. Réflexions sur les quatre aspects identifiés de la durabilité	34
4. Cohérence et partenariat	36
4.1. Cohérence interne et fonctionnement du partenariat	36
4.2. Cohérence externe	38
5. Enseignements tirés et bonnes pratiques	39
5.1. Programme	39
5.2. Collaboration entre partenaires	39
6. Conclusions et recommandations	41
6.1. Principales conclusions	41
6.2. Principales recommandations pour l'avenir (y compris l'avis du consultant)	41
Annexes	43
Annexe 1 – Aperçu détaillé de la collecte des données	43
Annexe 2 : Progrès réalisés par rapport aux indicateurs	45
Annexe 3 : Limites rencontrées et stratégies d'atténuation utilisées	46

Remerciements

Au terme du processus d'évaluation finale du programme Right2Grow, le Consultant National tient à exprimer toute sa reconnaissance et sa profonde gratitude à tous les acteurs qui ont généreusement consacré leur temps et leurs connaissances précieuses pour participer à cette évaluation. L'engagement de tous a été essentiel pour le succès de ce processus d'évaluation finale.

Je tiens à remercier chaleureusement le niveau global de R2G, l'Impact House, Result In Health, les membres du consortium, les partenaires nationaux, les représentants des organisations de la société civile, les responsables des services Techniques de l'Etat, les élus locaux, les communautés locales et tous les autres acteurs impliqués dans le programme Right2Grow au Mali. Votre coopération, votre ouverture et votre volonté de partager des informations clés dans un contexte particulièrement difficile caractérisé par une insécurité persistante dans les zones d'intervention du programme ont grandement contribué à ma compréhension des enjeux et des défis auxquels le programme est confronté du début de sa mise en œuvre jusqu'à l'évaluation finale.

Vos témoignages, vos données, vos avis et vos réflexions ont été cruciaux pour éclairer notre analyse et nos recommandations. Votre contribution informée nous m'a permis de formuler des recommandations pertinentes à l'issue de ce processus d'évaluation.

Colophon

Ce rapport national a été préparé par Boubacar Touré, avec la coordination et les conseils techniques de l'équipe d'évaluation d'Impact House.

Il fait partie de l'évaluation finale du programme Right2Grow (2020-2025), commandée par le consortium Right2Grow.

Liste des abréviations

OCB Organisation communautaire

CEGAA	Centre pour la gouvernance économique et la responsabilité en Afrique
OSC	Organisation de la société civile
CU5	Enfants de moins de 5 ans
ETE	Évaluation à mi-parcours
FGD	Groupe de discussion
VBG	Violence fondée sur le genre
KII	Entretien avec un informateur clé
L&A	Lobby et plaidoyer
L&L	Apprentissage&Partage
MEAL	Suivi, évaluation, responsabilité et apprentissage
MAE	Ministère néerlandais des affaires étrangères
RMP	Examen à mi-parcours
TdC	Théorie du changement
WASH	Eau, Assainissement et Hygiène
GSB	Groupe de Suivi Budgétaire
CN-CIEPA	Coalition Nationale de la Campagne Internationale pour l'Eau Potable et l'Assainissement-
OMAES	Œuvre Malienne d'Aide à l'Enfance du Sahel
AJCAD	Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie
STOP-SAHEL	Association Malienne pour la Protection de l'Environnement
AMADECOM	Association Malienne pour le Développement Communautaire
DNH	Direction nationale de l'Hydraulique
CNT	Conseil National de Transition
DGCT	Direction Générale des Collectivités Territoriales

Résumé

Au Mali, Right2Grow est un partenariat stratégique entre Action contre la Faim-Espagne, World Vision et CEGAA, le Groupe de Suivi Budgétaire (GSB), la Campagne internationale pour l'eau potable et l'assainissement- Coalition nationale (CN-CIEPA), l'Œuvre Malienne d'Aide à l'Enfance du Sahel (OMAES), l'Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD), l'Association Malienne pour la Protection de l'Environnement "STOP-SAHEL" et l'Association Malienne pour le Développement Communautaire (AMADECOM). Il est financé avec 4.750.000 € du gouvernement néerlandais (ministère des Affaires étrangères, Renforcement de la société civile - Pouvoir des voix) de 2021 à 2025. Right2Grow collabore avec des communautés, des organisations communautaires de base et des organisations de la société civile au Mali. Les organisations de la société civile (OSC) locales jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre, en trouvant des solutions appropriées aux contextes locaux et en assurant la durabilité du programme.

Les objectifs du Programme R2G :

En tant que programme de plaidoyer, Right2Grow estime que pour garantir que tous les enfants de moins de cinq ans soient bien nourris et qu'aucune personne ne soit privée de l'accès aux services WASH de base, des changements de mentalité et de comportement sont nécessaires à tous les niveaux - du ménage à l'État. Pour combler le fossé entre les politiques nationales prometteuses et les réalités locales, les efforts mutuels de tous les acteurs de la nutrition et de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène sont nécessaires. Les parties prenantes devraient parler un langage commun et travailler de manière à se renforcer mutuellement et à s'interconnecter, en construisant et en partageant des preuves, des connaissances et de l'expertise - de sorte que tous les décideurs concernés puissent conjointement et efficacement lutter contre la dénutrition d'une manière multisectorielle, sensible au genre et inclusive (impact à moyen terme), tout en appliquant des approches centrées sur les personnes et dirigées par les communautés. Le succès dans ce domaine ouvrira également la voie à l'ouverture de l'espace civique, une condition préalable essentielle à la réussite des ODD et à la garantie que chaque enfant puisse atteindre son plein potentiel (objectif final).

L'approche évaluative adoptée repose sur une démarche participative, d'autant qu'elle a impliqué toutes les parties prenantes au niveau national et local dans le processus de collecte des données à travers la session de réflexion, les focus groups et les entretiens individuels avec les acteurs clés.

L'échantillonnage a été réalisé sur la base d'un choix raisonné en tenant compte des ONG de mise en œuvre dans le choix surtout des focus groups. Au total 5 focus groups ont été réalisés dans les communes rurales de Nonsombougou et Tienfala dans la région de Koulikoro, la Commune rurale de Hawa Dembaya dans la région de Kayes, les Communes Urbaines de Sikasso et Koutiala dans la région de Sikasso, une session de réflexion au niveau national et 13 entretiens individuels.

L'évaluation du programme Right2Grow au Mali révèle des progrès significatifs en termes d'efficacité, de changement, de durabilité et de valeur ajoutée au sein des communautés bénéficiaires à travers différentes communes cibles du programme.

L'analyse des données collectées en lien avec les critères de performance, permet de constater qu'au niveau de la performance du programme, l'appréciation est faite à travers les critères ci-dessous :

Pertinence du programme

Le programme a été conçu en prenant en compte les résultats de plusieurs études et travaux antérieurs ayant mis en exergue la problématique de l'accès aux services sociaux de base et le changement de comportement des parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre du programme, notamment dans l'étude qui s'est fondamentalement appuyée sur : les résultats de l'étude sur le Coût de la faim (CDFA), la politique volontariste de décentralisation, les résultats d'une étude réalisée par Action contre la Faim en 2018 portant sur « l'évaluation de la résilience des systèmes de santé face aux urgences sanitaires et nutritionnelles dans la région sahélienne », la note de plaidoyer conjoint FONGIM-Cluster Sécurité Alimentaire (déc.2020), la perte de revenus et de transferts de fonds liée aux impacts économiques du COVID-19.

Sur la base des déclarations des parties prenantes du programme (consortium, ONG, Services étatiques, secteur privé, communautés, élus, Organisation de la société civile), l'évaluation conclue à la pertinence du programme des interventions du programme : parce qu'elles sont en parfaite cohérence avec la politique nationale en matière d'accès à l'Eau Hygiène et Assainissement et la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SAN). Les bénéficiaires du programme s'accordent de façon générale à reconnaître à des degrés variables, la nécessité de la mise en œuvre

du programme dans leur communauté par un accès aux services sociaux de base (EHA) et une amélioration substantielle de la situation nutritionnelle des enfants malnutris au regard des moyens limités de l'Etat et des collectivités territoriales pour assurer un accès équitable et durable des communautés aux services sociaux de base.

« Le programme aborde suffisamment l'état nutritionnel des enfants. La prise en compte du droit à l'alimentation et WASH dans la nouvelle constitution pose les bases de la priorisation de la question de nutrition au centre des priorités. Le plan d'action multisectoriel de la nutrition appelle à une coordination des actions pour la prise en compte de la nutrition ». Dr Djibril BAGAYOKO, Chef de la Cellule de Coordination de la Nutrition

Dans le domaine du renforcement des capacités, plusieurs formations ont été réalisées : fondement du plaidoyer et de l'influence, qui a permis aux OSC d'acquérir les outils et la confiance nécessaires pour mener un plaidoyer efficace à l'échelle locale, nationale et internationale, formations et les outils proposés sur des approches telles que Bridge4Voices, le suivi budgétaire et le suivi des dépenses (BMET), la collecte des résultats (OH) et la voix et l'action des citoyens (CVA). Ces actions de renforcement s'inscrivent dans l'approche de Mutual Capacity Development (MCD) du programme, combinant échanges entre pairs, accompagnement technique et application pratique des outils de plaidoyer.

Efficacité et impact du programme

L'intervention du programme a permis de constater une amélioration de l'accès à l'EHA et de la sécurité alimentaire à travers la réalisation des ouvrages d'eau et d'assainissement d'une part, et d'autre part la réalisation des AGR qui ont permis de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire des communautés. Les améliorations observées sont liées à plusieurs activités qui ont pu être menées dans le cadre de cette initiative. Ce point de vue est partagé par l'ensemble des parties prenantes susceptibles de se prononcer sur la question.

«A ce niveau, je peux citer la constitution du 23 juillet 2023 intégrant le droit à l'alimentation et l'eau, la validation du plan d'action multisectoriel de la nutrition, les PDESC intégrant le chapitre nutrition, les allocations budgétaires dans les comptes administratifs, etc. sont autant d'exemple de la contribution du programme à l'atteinte des objectifs d'impact à long terme ». Kadidia Sangaré, Présidente de la commission de promotion de la femme, de la famille, de la protection de l'enfant, de la jeunesse de sport et de l'emploi du conseil national de transition.

Ces avancées en matière de politiques et d'allocations budgétaires ont été soutenues par le développement progressif des capacités de plaidoyer des OSC à travers l'approche MCD. En renforçant l'analyse budgétaire, la production d'évidences et le dialogue structuré avec les décideurs, le MCD a contribué à une participation plus crédible et stratégique des acteurs de la société civile dans les processus nationaux.

Les résultats de l'évaluations du renforcement mutuel des capacités n'est pas seulement une approche, mais un catalyseur de changement durable. Il a renforcé les compétences techniques et les stratégies de plaidoyer, amélioré les systèmes organisationnels et favorisé la collaboration, la confiance et l'appropriation parmi les partenaires. En ancrant le MCD dans le contexte, en mettant l'accent sur l'échange entre pairs et en soutenant l'application pratique, les initiatives de renforcement des capacités ont contribué à transformer les OSC locales en acteurs de plaidoyer efficaces et en agents de changement. Pour l'avenir, maintenir cette dynamique exigera des investissements continus dans les capacités, le leadership et la collaboration à l'échelle du système.roches dor

Des progrès ont été réalisés, mais des lacunes persistent :

- **Le résultat 1 a enregistré la base de capacités la plus solide et le niveau de confiance le plus élevé.**
- Le résultat 2 a enregistré des progrès évidents dans l'élaboration de stratégies de plaidoyer, l'engagement des médias et le lobbying auprès des parties prenantes. BMET et Bridge4Voices ont été largement salués.
- Au départ, le résultat 3 était le plus urgent ; malgré une augmentation des capacités techniques en matière d'intégration WASH-Nutrition et d'outils de suivi, des défis persistent dans le domaine de la révision législative et de la collaboration avec le monde universitaire.
- Comme l'a observé l'examen à mi-parcours (EMP), les lacunes les plus persistantes en matière de capacités restent celles du résultat 4.

Les outils et les pratiques ont été appliqués dans des contextes réels : les partenaires ont influencé les budgets, formé leurs pairs, produit du matériel de sensibilisation et mené des efforts d'engagement communautaire. Les répondants ont également signalé des changements tangibles dans leur approche de la sensibilisation, de la communication, de l'engagement des bailleurs et de la communauté.

La plupart des répondants (84 %) ont convenu que les activités MCD étaient bien adaptées à leurs besoins et aux réalités locales ou répondaient à la plupart des priorités clés.

Durabilité du programme

Plusieurs activités ont été mises en œuvre pour s'assurer de la durabilité des interventions. Il s'agit entre autres de l'implication et de l'engagement des communautés, le renforcement des capacités des communautés et des acteurs impliqués dans le processus, la pérennisation des acquis du programme à travers le renforcement des capacités sur la gouvernance pour la poursuite des activités, l'initiation des stratégies de mobilisation des ressources financières endogènes, l'appropriation et l'entretien des ouvrages réalisés. Les résultats du Mutual Capacity Development indiquent que ces capacités sont largement perçues comme durables, car intégrées dans les pratiques organisationnelles des OSC et des acteurs communautaires, au-delà de la durée du programme.

De plus, les alliances entre organisations de la société civile et organisations communautaires de base sont des leviers de réponse rapide et adaptée. Elles combinent les réalités locales et les capacités techniques en matière de plaidoyer pour l'expression des besoins communautaires et la recherche de solutions locales. «Au Mali, le programme Right2Grow a intervenu dans un contexte où les fondements de la gouvernance locale sont déjà en place, notamment grâce à des textes réglementaires qui encouragent la participation citoyenne. Le processus de décentralisation, par le transfert de compétences aux collectivités territoriales, permet aux autorités locales d'influencer les politiques publiques. Cela ouvre des perspectives pour les organisations de la société civile (OSC), qui peuvent ainsi contribuer activement au changement à l'échelle locale ». Moumouni DAMANGO, Conseiller développement durable à l'ambassade

- Cohérence et partenariat du programme

Les partenariats tissés dès la conception du programme entre les ONG, les institutions locales et les communautés ont créé une valeur ajoutée significative en partageant les connaissances et expériences dans divers domaines. Il faut noter que l'adaptabilité aux besoins locaux a contribué également à l'efficacité du programme. En ce qui concerne le changement, des partenariats solides entre les ONG, les institutions locales et les communautés ont été essentiels pour créer un environnement favorable au changement et pour obtenir des résultats durables.

L'engagement des parties prenantes clés, notamment les autorités locales, renforce la légitimité des initiatives de changement. Enfin, en termes de valeur ajoutée, la collaboration entre les partenaires du consortium favorise l'échange d'expériences et la complémentarité des compétences, tandis qu'une communication transparente avec les parties prenantes renforce la confiance et l'engagement collectif. L'approche MCD a renforcé cette cohérence interne en favorisant l'apprentissage mutuel, la confiance et le partage de responsabilités entre partenaires nationaux et internationaux, contribuant ainsi à une mise en œuvre plus cohérente et adaptative.

- Enseignements tirés à la suite de l'évaluation

Les enseignements tirés de l'expérience mettent en lumière plusieurs facteurs cruciaux pour l'efficacité, l'efficience, le changement et la valeur ajoutée du programme. Pour améliorer l'efficacité, il est essentiel de mettre en place des formations ciblées et des campagnes de sensibilisation pour renforcer les compétences et promouvoir des comportements positifs :

- Soutenir les OSC dans l'élaboration de systèmes de performance, de plans de suivi et d'évaluation et de stratégies de plaidoyer;
- intégrer des outils techniques tels que l'analyse comparative des valeurs (CVA) et la méthodologie BMET dans les processus organisationnels;
- développer les échanges Sud-Sud, les visites d'étude et les plateformes d'apprentissage transnationales afin de renforcer la solidarité, de diffuser l'innovation et de motiver les partenaires.

L'implication active des Comités de Veille Citoyenne (CVC) et des Organisations de la Société Civile (OSC) se révèle cruciale pour la durabilité et le transfert de compétences aux acteurs locaux. De plus, l'engagement spontané des maires et des préfets au niveau local est une approche favorable à la durabilité et à l'implication d'autres parties prenantes. Toutefois, il est nécessaire de continuer à opérationnaliser les plans d'action pour les CVC.

Par ailleurs, on note la capacité limitée des CVC dans le suivi des réalisations budgétaires, en raison d'une compréhension limitée du cycle budgétaire et des lignes de dépenses. Le manque de centre d'intérêt de certains membres CVC, est un facteur limitant, ce qui restreint l'impact des actions de transparence budgétaire menées par la société civile de 3ème niveau.

- Allouer dès le départ des budgets spécifiques au développement organisationnel, par exemple par le biais du programme de petites subventions.
- Fournir un soutien organisationnel essentiel, tel que du matériel de bureau de base, un financement de démarrage pour les opérations essentielles et une aide au développement du personnel afin de renforcer les systèmes internes des OSC.
- Allouer dès le départ des budgets spécifiques au développement organisationnel, par exemple par le biais du programme de petites subventions.
- Fournir un soutien organisationnel essentiel, tel que du matériel de bureau de base, un financement de démarrage pour les opérations essentielles et une aide au développement du personnel afin de renforcer les systèmes internes des OSC.

- *Recommandations à l'issue de l'évaluation*

La pérennisation des acquis requiert un engagement continu et concerté de toutes les parties prenantes. Au terme de cette évaluation, un certain nombre de recommandations sont formulées pour la pérennité des actions du programme.

Bien que le plaidoyer local constitue un levier essentiel pour promouvoir le changement, il révèle certaines limites lorsqu'il n'est pas accompagné d'investissements concrets. En effet, certaines problématiques communautaires requièrent des réponses immédiates, alors que les démarches de plaidoyer et les solutions endogènes peuvent nécessiter du temps avant de produire des effets tangibles. Il apparaît donc pertinent de renforcer les efforts de plaidoyer par des actions d'investissement ciblées, notamment dans le domaine des moyens d'existence, afin d'influencer plus efficacement les dynamiques locales et répondre de manière proactive aux besoins des communautés.

Il s'agit de :

- trouver des alternatives de financement endogène des activités de veille citoyenne ;
- élargir le modèle de Right2Grow aux 815 communes ;
- contribuer à l'appropriation des textes de la décentralisation par les acteurs de la gouvernance locale ;
- Renforcer les acteurs sur le processus d'élaboration du budget en mode croisés (autorités communales, CVC, journalistes...) ;
- Nommer et renforcer les points focaux d'analyse budgétaire (Secrétaires généraux et/ou régisseurs) au niveau des collectivités territoriales sur méthodologie Ouest-Africaine
- Favoriser des liens plus solides entre le plaidoyer local et les plateformes nationales/de donateurs afin d'amplifier les voix locales et d'influencer la prise de décision.
- Faciliter les plateformes multi-acteurs pour la coordination.
- Encourager les coalitions et la collaboration intersectorielle pour un impact plus important.
- Renforcer les mécanismes de collaboration entre les gouvernements locaux et les OSC en matière de responsabilité et de planification.

1. Contexte et introduction

1.1. Contexte national

Depuis mai 2021, la transition malienne a amorcé une phase de « rectification » après le coup d'État d'août 2020, avec la mise en œuvre des recommandations des Assises Nationales de la Refondation et du Dialogue Inter-malien. L'année 2024 a été une année charnière avec plusieurs actions sur les plans sécuritaire, politique, économique et humanitaire, avec la nomination d'un nouveau Premier Ministre en novembre 2024. Sur le plan régional, l'année a été marquée par la formation de l'Alliance des États du Sahel (AES) et la sortie de ses membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO/ECOWAS). Sur le plan sécuritaire, la violence intercommunautaire et les déplacements de populations ont affecté certaines zones du projet (Kolokani, Koulikoro, Koutiala, Sikasso), affectant la sécurité alimentaire des populations, et créant une restriction d'accès des équipes du projet dans la commune de Danderesso. Ainsi, les activités de regroupement ont été déplacées dans les chefs-lieux de Sikasso. Concernant le secteur humanitaire, la prévalence de la Malnutrition Aiguë Globale (MAG) est de 11,6 % dont 2,2 % de forme sévère ; l'insuffisance pondérale a une prévalence de 21,1 % avec 5,5 % de forme sévère et le retard de croissance a une prévalence de 24,8 % dont 7,5 % de forme sévère². Kayes (14,9 %) et Koulikoro (11 %) sont en situation préoccupante (alerte) et Sikasso (9,4 %) est en situation précaire. Sur le plan Eau Hygiène Assainissement (EHA), l'accès à l'eau potable est de (71,9% en 2022 à 72,1% en 2023 au niveau national), mais des efforts restent nécessaires en milieu rural où le taux est de 67,8 % (contre 82,8 % en milieu urbain). L'assainissement et l'hygiène restent préoccupants, avec un taux de 45% depuis 2019. Le projet Right2Grow rencontre des obstacles, dus à l'instabilité politique, retardant la validation de la Politique Nationale de l'Eau (PNE) et de Politique Nationale de l'Assainissement (PNA) ainsi que la mise en œuvre du « Code de l'eau » révisé en 2017 et 2023, prenant en compte certains engagements Sanitation Water for All (SWA) et les insuffisances constatées par les acteurs. Malgré ces défis, le Mali progresse sur plusieurs fronts et continue de travailler sur des réformes stratégiques pour moderniser le pays, tout en s'attaquant aux enjeux humanitaires dans un contexte socio-politique et sécuritaire fragile. La priorité reste de lutter contre l'insécurité alimentaire et d'améliorer l'accès aux services sociaux.

Au cours des dernières décennies, de grands progrès ont été réalisés dans la réduction de toutes les formes de dénutrition chez les enfants de moins de cinq ans. En fait, la communauté internationale reconnaît qu'il y a suffisamment d'expertise et de ressources pour parvenir à zéro cas de dénutrition. Néanmoins, dans le monde, près de 200 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance (faible taille/âge), d'émaciation (faible poids/taille), ou des deux, et plus de 340 millions de carences en vitamines et en minéraux. La crise économique et les perturbations des chaînes d'approvisionnement alimentaire et des systèmes de santé liées à la pandémie de COVID-19 ont probablement exacerbé ces chiffres, ce qui signifie qu'il pourrait y avoir 15 fois plus d'enfants souffrant d'émaciation que prévu (UNICEF, 2022). Des efforts supplémentaires sont encore nécessaires pour atteindre la plupart des cibles des Objectifs de développement durable (ODD) pour 2030 liées à la faim, à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à l'accès aux services de base en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), une condition préalable essentielle à un bon état nutritionnel.

Malgré ces progrès réalisés, la situation sécuritaire au nord du pays et la crise multidimensionnelle en résultant, ont fortement contribué à détériorer les mécanismes de protection sociale et de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les indicateurs de santé sont très insuffisants dans les régions et en milieu rural. 49,8% des Maliens ont moins de 15 ans dont les enfants de moins de 5 ans. La crise sécuritaire actuelle liée au terrorisme et la pandémie récente à COVID-19 qui occasionnent des dépenses publiques additionnelles. La combinaison de ces deux facteurs pourrait entraîner le relâchement ou la baisse de certaines dépenses pour les secteurs sociaux clés dont la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Au Mali, le secteur de la nutrition et celui de l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement (EHA) figurent parmi les secteurs les plus touchés par les difficultés que le pays traverse ces dernières décennies.

En ce qui concerne le secteur de la nutrition, le Mali a l'un des taux de malnutrition infantile et d'insécurité alimentaire les plus élevés au monde. Il est estimé que près de 1,48 million d'enfants âgés de 0 à 59 mois souffriront de la malnutrition aiguë au niveau national entre juin 2022 et mai 2023. Même si le Mali a réussi à réduire le nombre de décès infantiles, plus de la moitié de ceux que l'on continue de recenser sont dus à la malnutrition. En effet, selon l'enquête nutritionnelle (SMART) de 2022, la prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) est estimée à 10,8% et de 2,1% pour malnutrition aiguë sévère (MAS). On constate que les valeurs de ces deux indicateurs sont légèrement au-dessus du seuil recommandé par l'OMS qui est respectivement de 10% pour la MAG et 2% pour MAS. À cet effet, on constate que le gouvernement malien et ses partenaires ont fourni des efforts pour faire face à la question de la nutrition. Malgré cela des efforts supplémentaires pourraient ramener ces indicateurs en dessous du seuil recommandé. Sur le plan du financement, selon les estimations, le budget alloué à la nutrition reste trop faible avec seulement 0,4% du budget des administrations publiques et moins de 0,1% dans le budget de la santé.

Le gouvernement malien avec l'aide de ses partenaires internationaux s'est fixé comme objectif d'améliorer la sécurité alimentaire et le statut nutritionnel des femmes et des enfants, d'améliorer les capacités du Mali en termes de suivi des problèmes nutritionnels et alimentaires et de faire en sorte que ces questions soient prises en compte dans les cadres d'orientation nationaux et communautaires. L'atteinte de cet objectif pourrait permettre d'avoir des retombées sur le plan économique. En effet, selon les évidences, 1\$ investi dans la lutte contre la sous nutrition rapporterait entre 16 \$ et 20\$ de rentabilité économique. Sur le plan politique et institutionnel, il existe une volonté manifeste et engagée de faire de la lutte contre la malnutrition une priorité nationale à travers son adhésion au mouvement SUN en 2013.

Pour le cas du secteur de l'Eau, Hygiène et l'Assainissement (EHA/WASH), selon le dernier rapport du Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (JMP), 83%¹ de la population malienne ont accès à l'eau potable provenant d'une source améliorée dont 72% en milieu rural et 96% en milieu urbain. Pour la même période 2020, concernant l'assainissement environ 60% des Maliens n'ont pas accès à un service d'assainissement géré en toute sécurité. Le sous-secteur de l'hygiène est le moins priorisé avec seulement 17% de la population disposant d'installations de lavage des mains avec de l'eau et du savon. En 2018, la part du budget national consacré au secteur EHA était estimé à 2,62% ce qui reste relativement faible à celle recommandé lors de la déclaration de N'Gor.

Malgré la volonté politique avec l'adoption de plusieurs instruments politiques et institutionnels sur le plan du EHA et de la nutrition, les défis restent importants, notamment en matière de financement, de gouvernance et de coordination des acteurs du secteur EHA. C'est dans ce cadre que les actions du programme RIGHT2GROW s'inscrivent notamment à travers des actions de plaidoyers. Le but principal de ces plaidoyers est d'améliorer les conditions de vie des ménages dans le domaine de la nutrition et EHA. En vue de mieux orienter les actions futures du programme, une évaluation à mi-parcours a été initiée. Cela permettra de mesurer les progrès réalisés jusqu'à présent par rapport aux objectifs fixés, d'identifier les défis et les obstacles qui ont émergé au cours de la mise en œuvre du programme et d'améliorer l'apprentissage.

1.2. Aperçu du programme

Au Mali, Right2Grow est un partenariat stratégique entre Action contre la Faim-Espagne, World Vision et CEGAA à travers le Groupe de Suivi Budgétaire. Il est financé avec 4.750.000 € du gouvernement néerlandais (ministère des Affaires étrangères, Renforcement de la société civile - Pouvoir des voix) de 2021 à 2025. Right2Grow collabore avec des communautés, des organisations communautaires de base et des organisations de la société civile au Mali. Les organisations de la société civile (OSC) locales jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre, en trouvant des solutions appropriées aux contextes locaux et en assurant la durabilité du programme. Cette approche vise à s'appuyer sur les capacités et les systèmes locaux existants pour assurer la durabilité des efforts du partenariat. Il est mis en œuvre via un consortium de trois organisations internationales et six organisations nationales. Le programme couvre 02 secteurs d'intervention (i) Eau Hygiène et Assainissement et (ii) la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SAN). Il prend également en compte 04 domaines transversaux : (i) Egalité de genre et de l'inclusion, (ii) Appropriation par les organisations locales, (iii) Approches adaptatives et innovantes (iv) Intégration de l'impact de COVID-19. Au niveau du Mali, l'expertise et l'appui technique sont assurés par les 03 organisations internationales, l'implémentation par les 06 partenaires locaux et un accompagnement stratégique par les points focaux des services étatiques et des réseaux de journalistes :

Organisations internationales :

- Action contre la Faim-Espagne
- World Vision International
- Centre for Economic Governance and Accountability in Africa (CEGAA)

Organisations et Partenaires locaux :

- Groupe de Suivi Budgétaire (GSB)
- Campagne internationale pour l'eau potable et l'assainissement- Coalition nationale (CN-CIEPA), par ailleurs Point focal SWA Société Civile
- Œuvre Malienne d'Aide à l'Enfance du Sahel (OMAES), Point Focal SUN Société Civile
- Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD),
- Association Malienne pour la Protection de l'Environnement (STOP-SAHEL)
- Association Malienne pour le Développement Communautaire (AMADECOM)

Services étatiques :

- Direction nationale de l'Hydraulique (DNH), point focal SWA
- Cellule de coordination de la nutrition, Point focal national SUN
- Cellule de Planification Statistique du secteur Eau Environnement Urbanisme Domaine de l'État, Point focal TrackFin/GLAAS, Cadre de concertation Eau et Assainissement Groupe de journalistes :
- Sous direction nutrition
- Direction générale des collectivités territoriales
- Réseau des Journalistes WASH
- Réseau de journalistes Nutrition
- Réseaux de parlementaires Nutrition et WASH

En tant que programme de plaidoyer, Right2Grow estime que pour garantir que tous les enfants de moins de cinq ans soient bien nourris et qu'aucune personne ne soit privée de l'accès aux services WASH de base, des changements de mentalité et de comportement sont nécessaires à tous les niveaux - du ménage à l'État. Pour combler le fossé entre les politiques nationales prometteuses et les réalités locales, les efforts mutuels de tous les acteurs de la nutrition et de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène sont nécessaires. Les parties prenantes devraient parler un langage commun et travailler de manière à se renforcer mutuellement et à s'interconnecter, en construisant et en partageant des preuves, des connaissances et de l'expertise - de sorte que tous les décideurs concernés puissent conjointement et efficacement lutter contre la dénutrition d'une manière multisectorielle, sensible au genre et inclusive (impact à moyen terme), tout en appliquant des approches centrées sur les personnes et dirigées par les communautés. Le succès dans ce domaine ouvrira également la voie à l'ouverture de l'espace civique, une condition préalable essentielle à la réussite des ODD et à la garantie que chaque enfant puisse atteindre son plein potentiel (objectif final). Right2Grow suit quatre voies de changement : 1) la mobilisation des communautés, 2) le renforcement des organisations de la société civile, 3) l'engagement des autorités publiques et 4) la mobilisation des acteurs internationaux du développement, comme le résume la théorie du changement (TOC) du pays. En 2021, des études de référence ont été menées dans les six pays du programme et des rapports annuels ont été établis depuis le début du programme. En 2023, Right2Grow a commandité une évaluation externe à mi-parcours dans le but d'évaluer les réalisations du programme au cours de la première moitié de la période de mise en œuvre du programme et de formuler des recommandations clés sur les changements à apporter à la conception et à la mise en œuvre du programme afin de maximiser la réalisation des résultats escomptés d'ici à 2025.

L'évaluation a mi-parcours est parvenue aux conclusions suivantes:

Concernant la théorie de changement : Sur la base de la revue documentaire, l'équipe d'évaluation a constaté que la théorie du changement du programme Right2grow a été définie, mais devrait être revue pour prendre en compte le contexte actuel d'exécution du programme. A cet égard, elle a procédé à la proposition d'action pour la révision de cette Théorie Du Changement qui explique comment les interventions sont censées produire un ensemble de résultats. Les acteurs ont mis en œuvre des interventions de plaidoyer portant sur la nutrition et le WASH.

Pour atteindre l'impact, le projet devrait intégrer dans ces actions de gestion de terre dans son champ d'intervention car :

- La qualité des sols peut affecter la qualité de l'eau et la disponibilité des nutriments dans les cultures, ce qui peut avoir un impact sur la nutrition des populations.
- La qualité des sols et leur capacité à soutenir la production agricole sont essentielles pour la sécurité alimentaire. Une gestion inadéquate des terres peut entraîner une dégradation des sols, une perte de fertilité et une diminution des rendements agricoles, ce qui peut à son tour avoir un impact négatif sur la disponibilité d'aliments nutritifs ;
- Une gestion inadéquate des terres, notamment en ce qui concerne la gestion des déchets solides et liquides, peut contribuer à la contamination de l'environnement et à la propagation de maladies liées à l'eau et à l'assainissement insuffisant ;
- La gestion des terres peut influencer la disponibilité et la qualité de l'eau pour les usages domestiques, agricoles et industriels. Les pratiques agricoles non durables, telles que la déforestation et l'érosion des sols, peuvent avoir un impact sur la recharge des nappes phréatiques et la disponibilité de l'eau douce, ce qui peut affecter la nutrition et la santé des populations qui en dépendent.

La logique d'intervention doit être révisée en tenant compte des facteurs de risque, notamment l'insécurité qui a entraîné une diminution des dépenses dans les secteurs sociaux tels que WASH (Eau, Assainissement et Hygiène)

et la nutrition, ainsi qu'une augmentation significative des dépenses militaires et de sécurité. Ces tendances pourraient persister jusqu'à la fin du projet, compte tenu de l'évolution de la situation sécuritaire. Par conséquent, des actions de plaidoyer doivent être mises en œuvre en prenant en considération cette réalité.

La théorie du changement proposé par le programme devrait être utilisée en utilisant l'approche Gestion Axée sur les Résultats (GAR). En effet, cette approche facilitera une gestion focalisée sur la performance et l'obtention de résultats. Le cadre de mesure de performance devrait également s'aligner à cette approche GAR dont la logique est présentée ci-dessous. Pour chaque cadrant les hypothèses et les risques devraient être revues.

Le programme devrait inclure de façon explicite au niveau des résultats I et II, notamment au niveau des résultats intermédiaires des actions de renforcement de capacités et de sensibilisation. Ces actions sont des catalyseurs pour la durabilité du programme et de la veille citoyenne.

1.3. Théorie du changement du programme

L'intervention du programme Right2Grow au Mali est consacrée à l'émergence de citoyennes et citoyens qui utilisent leurs droits et le dialogue avec les acteurs pour obtenir des changements de comportement social et des politiques à travers de multiples actions coordonnées avec un lien étroit entre le niveau communal et national. Ces femmes, hommes, jeunes et personnes vivant avec handicap seront organisés en groupe d'analyse et de veille. Le programme met un accent continu et intégré sur le genre par la responsabilisation des femmes dans les activités et le processus décisionnel communal y compris les analyses des budgets communaux et nationaux. Après le renforcement des capacités des groupes de citoyens issus des OCB, ceux-ci dialoguent régulièrement avec leurs décideurs locaux et nationaux sur la base d'évidences collectées dans leurs villages ; et les informations fournies par les ONG/OSC sur la situation du WASH, la disponibilité des produits d'hygiène et de nutrition des enfants de moins de 5 ans au niveau du secteur privé local, la sécurité alimentaire et de la nutrition y compris de leur lien avec le COVID 19, le genre et le changement climatique. Des campagnes permettront de sensibiliser sur le rôle du secteur privé, le changement climatique et le COVID 19 afin d'avoir des citoyens responsables et engagés. Tout ce processus sera encadré par les ONG/OSC nationales qui ont aussi pour rôle de fournir à ces groupes de veille des informations programmatiques nationales en lien avec les régions d'intervention. Les ONG/OSC nationales utiliseront les évidences locales pour le plaidoyer de niveau national et les discussions avec les bailleurs de fonds notamment sur la nécessité des investissements multisectoriels. Le programme saura profiter des cadres d'apprentissages entre communes paires pour valoriser les bonnes pratiques et aider chacune des parties prenantes à progresser ensemble dans la recherche du changement. Dans ce processus, les organes de médias seront renforcés, motivés et impliqués de telle sorte à profiter au mieux de leur capacité d'influence des comportements et des décisions.

Grâce à cette démarche, les changements attendus sont les suivants :

Capacités d'actions des OCB et de la société civile : les OCB initient leurs propres initiatives d'influence des planifications locales et arrivent à faire prendre en compte leurs propositions dans le budget local et les dépenses en faveur du WASH, de la nutrition, des changements climatiques et du genre.

Partenariat: Sur le plan du partenariat, les OCB, le secteur privé local et les organes de médias se concertent régulièrement et coopèrent et assurent une disponibilité et une consommation des produits WASH y compris pour l'hygiène menstruelle et de nutrition de façon continue.

Politiques: sur le plan des politiques et programmes, avec l'appui des OCB, les maires accroissent leurs dépenses en WASH, et Nutrition grâce à des ressources endogènes accrues et un transfert croissant du gouvernement central et des bailleurs de fonds sur la base de leurs programmes de développement économique, social et culturel (PDESC). Ces Programmes communaux sont cohérents avec les politiques nationales WASH, nutrition, genre et changement climatique.

Redevabilité: Du point de vue de la redevabilité, le gouvernement central et les décideurs locaux rendent compte de façon systématique de leur gestion en organisant régulièrement des cadres de redevabilité communaux et en participant aux cadres de partage d'expérience au niveau international comme le SWA, AfricaSan et SUN. En vue de ces cadres de redevabilité, les autorités prennent en compte les préoccupations et acquis des organisations de la société civile notamment des femmes œuvrant sur le WASH, la Nutrition et la Sécurité Alimentaire

La théorie du changement du programme suit quatre voies de changement :

1. Les communautés demandent et investissent dans les services sociaux de base et adoptent

de bonnes pratiques en matière de nutrition et d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), en s'attaquant conjointement aux obstacles avec les partenaires du secteur privé.

2. Des organisations de la société civile représentatives et dotées de moyens d'action s'insèrent efficacement dans l'espace civique pour plaider en faveur du leadership et de la bonne gouvernance afin de prévenir la sous-nutrition.
3. Le gouvernement national et les entités décentralisées adoptent et intègrent une approche intégrée et multisectorielle de la sous-nutrition dans les politiques, les plans d'action et les allocations budgétaires.
4. Les donateurs et les acteurs du développement international coordonnent et collaborent dans le cadre du lien entre l'humanitaire et le développement afin de s'attaquer aux déterminants sous-jacents de la sous-nutrition.

1.4. Modifications apportées après l'examen à mi-parcours

À la suite de l'évaluation à mi-parcours, les cibles de 10 indicateurs du cadre de résultats ont été ajustées comme suit :

Résultat 1 : Révision de cible de deux indicateurs, à savoir le nombre de décideurs présents lors des actions de plaidoyer et la proportion de personnes vulnérables autres que les femmes.

Résultat 2 : Deux indicateurs ont été ajustés, portant sur la proportion d'initiatives de plaidoyer menées par les OSC traitant des questions de genre, ainsi que le nombre de plaidoyers intégrant des messages et des recommandations pour la transformation genre.

Résultat 3 : Deux indicateurs ont été modifiés, concernant le pourcentage des budgets publics alloués et mis en œuvre pour les services de nutrition, ainsi que le pourcentage des budgets publics alloués et mis en œuvre pour les services WASH.

Résultat 4 : Quatre indicateurs ont été révisés, incluant le niveau de succès des rôles de lobbying et de plaidoyer de R2G, le nombre de cadres de discussion et plaidoyer multi-acteurs où les membres de R2G sont impliqués (double nexus), le niveau de mise en œuvre des engagements Nutrition for Growth et SWA, ainsi que le degré d'intégration du lien WASH-Nutrition par les bailleurs de fonds dans le cadre du double nexus.

S'agissant de la théorie du changement, le consortium a confirmé sa justification après une réflexion approfondie. Cette conclusion est corroborée par les résultats de l'évaluation à mi-parcours en soulignant sa cohérence avec les politiques nationales et les besoins prioritaires des communautés.

Il faut noter qu'après l'évaluation à mi-parcours la théorie du changement n'a pas connu de modification. Cependant pour la mise en œuvre des activités une programmation adaptative a été faite avec des défis majeurs notamment les faibles capacités techniques et organisationnelles des OSC locales en matière de plaidoyer et le manque de clarté/compréhension du lien entre l'humanitaire, le développement et la paix

En effet, l'insécurité, marquée par des attaques sur des localités comme Danderesso a conduit à des ajustements dans la mise en œuvre des activités du projet. Le déplacement vers Sikasso qui est plus sécurisé, a permis de maintenir les objectifs tout en garantissant la sécurité des bénéficiaires et des partenaires locaux. Les dynamiques politiques et sécuritaires ont directement impacté les activités. L'instabilité politique au Mali ralentit les actions de plaidoyer auprès des institutions, notamment le Conseil National de Transition (CNT) et le Gouvernement. Malgré des avancées comme la mise en place d'un réseau des parlementaires en matière de nutrition et WASH, la lenteur administrative et les changements gouvernementaux freinent la validation de politiques cruciales, telles que celles du PNA, PNE et le code de l'eau, essentielles pour la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition. De plus, les contraintes financières des administrations locales décentralisées et déconcentrées de l'État et l'absence de ressources suffisantes pour la réalisation des sessions de Comité Local d'Orientation de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CLOCSAD) et de Comité d'Arrondissement d'Orientation de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CAOCSAD) nécessitent un soutien constant et une reprogrammation des ressources pour assurer la pérennité des actions de gouvernance locale liées à la nutrition et le WASH. Le soutien renforcé de Right2Grow à ces autorités locales a permis de maintenir la dynamique, mais la question du financement reste un défi majeur. La mise à jour de l'application BESEYA servant à la mobilisation, sensibilisation et plaidoyer virtuel sur la nutrition et le WASH a permis d'intégrer la langue Moré à la demande du Burkina Faso et de l'anglais pour les communautés anglophones. Right2Grow a contribué à la simplification des outils de plaidoyer destinés aux Comités de Veille Citoyenne (CVC), facilitant ainsi leur appropriation par les acteurs locaux. Cette démarche a permis de mieux ancrer les dynamiques de plaidoyer dans les réalités communautaires et les capacités

des organisations de la société civile. Cependant, ce processus met en lumière la nécessité d'une adaptation continue des outils aux contextes locaux, dans un environnement marqué par des contraintes budgétaires liées à la mise en œuvre du plan d'assistance au Mali, notamment pour le recrutement de consultants spécialisés. Enfin, le projet a jeté les bases d'un plaidoyer local structuré, renforçant l'intégration des besoins communautaires dans les politiques locales. Toutefois, l'absence d'une stratégie d'engagement du secteur privé et la nécessité de clarifier le triple nexus restent des défis majeurs de l'Etat. Des ajustements programmatiques sont indispensables pour renforcer la synergie des acteurs et assurer une approche durable, condition clé pour pérenniser les acquis du projet et élargir l'impact du plaidoyer.

1.5. Description du processus d'évaluation finale

Les données ont été recueillies principalement à Bamako, Tienfala, Nossombougou, Hawa Dembaya, Sikasso et Koutiala.

A Bamako, en plus de la session de réflexion avec les organisations partenaires, des entretiens individuels ont été réalisés avec les acteurs clés.

Plusieurs personnes représentant des ONG, des services techniques de l'Etat, des Organisations de la Société Civile, du secteur privé ont participé à la collecte des données dans le cadre de cette évaluation. La plupart des personnes rencontrées ont soit participé à la session de réflexion, soit aux entretiens individuels, soit au focus group.

L'approche de l'évaluation s'est appuyée fondamentalement sur plusieurs méthodes différentes. Il s'agit entre autres de :

- Carte des lacunes en matière de preuves
- Analyse des contributions
- Sprockler
- Récolte des résultats

- Aperçu de la portée et des principales questions d'évaluation

L'évaluation finale a porté sur l'ensemble des interventions qui s'inscrivent dans le programme Right2Grow et s'est penchée sur les questions évaluatives suivantes : pertinence, efficacité, impact, durabilité, cohérence et partenariat.

L'évaluation a une portée nationale avec le passage en revue des textes fondateurs du programme, mais aussi des politiques et stratégies qui l'accompagnent, sans oublier les outils nécessaires à sa réalisation qui ont été produits. Les niveaux décentralisés et déconcentrés, acteurs de premiers plans dans la mise en œuvre du programme, ont été également pris en compte. A noter également qu'une évaluation finale de la composante Apprentissage et Partage a également été menée en ligne au niveau national. Cette évaluation a notamment pour objectif d'évaluer les progrès réalisés concernant la documentation des leçons apprises de la mise en œuvre du programme au Mali, leur partage et leur utilisation par les partenaires de mise en œuvre et acteurs du consortium en vue d'une meilleure durabilité des approches, initiatives et activités mises en œuvre au Mali. L'évaluation finale du programme a couvert la période allant de janvier 2021 à juin 2025.

La collecte des données a commencé officiellement le 16 Juillet 2025 par la session de réflexion ayant regroupé plusieurs acteurs intervenant dans la mise en œuvre du programme.

2. Méthodologie de l'évaluation

L'évaluation a utilisé une approche interactive et participative qui a inclus les différentes parties prenantes dans l'évaluation. L'approche comprend les phases suivantes, accompagnées d'activités et de résultats clés.

Phase de démarrage : Préparation du processus de l'évaluation

La phase de démarrage a permis de se connaître et de connaître le programme, d'identifier les principaux points d'intérêt et les risques potentiels et d'affiner la méthodologie et la portée de l'évaluation.

Cette phase a constitué l'entame du processus participatif et permet d'en poser les jalons. Elle est assez importante dans le processus de la cartographie des acteurs. Elle a consisté à préparer l'ensemble de la documentation, les outils de collecte, la tenue de la rencontre de cadrage, la préparation de la phase de collecte des données sur le terrain.

Cette phase de préparation a porté principalement sur les activités suivantes :

Réunion de lancement du processus d'évaluation finale du Programme

Le 14 Mai 2025, a eu lieu une réunion d'échange avec l'ensemble des acteurs impliqués dans le processus d'évaluation au niveau global. Cette réunion a été l'occasion d'échanger sur l'approche et la méthodologie envisagée, la typologie des outils, la taille de l'échantillon, les rôles et responsabilités des acteurs impliqués dans le processus d'évaluation, le calendrier et les livrables attendus.

Réunion sur l'approche méthodologique envisagée pour l'évaluation finale

Le 27 Mai 2025, a eu lieu la suite de la réunion sur l'approche méthodologique avec l'ensemble des consultants pour avoir une vision partagée de l'approche, valider le calendrier de réalisation de la collecte des données, valider le plan détaillé de la collecte et les outils de collecte des données.

A ce niveau, il faut retenir qu'une approche globale a été dégagée et que chaque consultant national en fonction des spécificités du pays pour adapter cette approche à son contexte.

Réunion de cadrage avec le Consortium

Le Jeudi, 29 Mai 2025 de 10H à 11H a eu lieu en ligne une réunion de cadrage avec le consortium de Right2Grow Mali pour échanger sur la méthodologie de l'étude en vue d'une harmonisation des points de vue.

- reconstituer le déroulement du programme depuis son lancement,
- identifier des points clefs à couvrir par l'évaluation finale ;
- identifier les principaux acteurs à interviewer aux niveaux régional et national ;
- présenter les grandes lignes de l'approche méthodologique globale.

Sur la base d'une analyse préliminaire des documents collectés et des échanges avec l'équipe du programme, la méthodologie globale a été partagée avec le consortium.

Une seconde réunion a eu lieu avec le consortium incluant une note méthodologique pour la conduite de la mission comportant :

- la portée de l'évaluation et les questions pour chacun des 6 critères et comment ils seront renseignés ;
- les guides d'entretien et de focus group ;
- la liste des parties prenantes devant participer à la session de réflexion et ceux à interviewer aux niveaux régional et local.
- les modalités d'entretiens avec les bénéficiaires (enquête individuelle, focus group) ;
- l'échantillon de bénéficiaires à interviewer ;
- le chronogramme détaillé d'intervention.

Phase de collecte des données sur le terrain

Pour la collecte des données sur le terrain, plusieurs outils ont été élaborés et administrés auprès des cibles. La collecte des données sur le terrain a commencé par la session de réflexion ayant regroupé environ une vingtaine de participants, consacrant du coup le démarrage officiel de la collecte des données. A la suite de cette étape, environ 5 focus groups et 13 entretiens individuels ont été réalisés.

A cela, il faut ajouter la collecte des données faites dans le cadre du questionnaire en ligne de l'évaluation Apprentissage et Partage. Au total 16 répondants ont répondu au questionnaire. Les répondants proviennent d'Action contre la Faim (5), de World Vision (2) de AJCAD (3) du GSB (1), de AMADECOM (2), d'OMAES (1) et du CN-CIEPA (2).

Phase de rapportage

Après phase de la collecte des données, intervient la phase de rapportage qui a consisté à effectuer une triangulation des résultats de la revue documentaire, des observations de terrain et des entretiens avec les bénéficiaires et des entretiens avec l'équipe du programme et les autres parties prenantes, pour renseigner les différents critères et questions de l'évaluation. Les différents éléments et appréciations recueillis ont été recoupés pour ressortir une évaluation objective du programme par rapport aux différents critères et indicateurs retenus. L'appréciation finale a été ainsi argumentée par des éléments factuels et pertinents.

Au regard du volume d'activité réalisé par le programme, de la multitude des parties prenantes, l'accessibilité des zones et de l'étendue de la couverture géographique (Trois régions, 6 cercles et 24 communes), le déroulement de la phase de collecte des données était difficilement tenable dans les 7 jours impartis initialement à la mission. Des

contraintes majeures se sont révélées au cours de la mission se rapportant à des problèmes d'insécurité (qui nous a amenés à écarter certaines communes), la taille de l'échantillon, la disponibilité des responsables des services techniques. De façon détaillée :

1. Biais de sélection des localités : Le choix des localités a été effectué de manière raisonnée, mais il est possible que les localités sélectionnées ne soient pas représentatives de l'ensemble du cercle. Par exemple, si des localités particulièrement riches ou pauvres sont sélectionnées, cela pourrait biaiser les résultats.
2. Biais géographique : La majeure partie des acteurs institutionnels sont concentrés à Bamako. Cela pourrait biaiser les résultats qualitatifs si les opinions et les expériences des acteurs en dehors de Bamako ne sont pas adéquatement représentées.

La participation à cette évaluation était volontaire. Chaque personne rencontrée a donné son consentement libre et éclairé de façon verbale après avoir été rassuré de l'utilisation des données collectées dans le strict respect des opinions et de la confidentialité des informations produites.

3. Résultats

3.1. Pertinence

3.1.1 Qualité et évolution de la théorie du changement du pays

L'intervention du programme Right2Grow au Mali est consacrée à l'émergence de citoyennes et citoyens qui utilisent leurs droits et le dialogue avec les acteurs pour obtenir des changements de comportement social et des politiques à travers de multiples actions coordonnées avec un lien étroit entre le niveau communal et national. Ces femmes, hommes, jeunes et personnes vivant avec handicap seront organisés en groupe d'analyse et de pression. Le programme met un accent continu et intégré sur le genre par la responsabilisation des femmes dans les activités et le processus décisionnel communal y compris les analyses des budgets communaux et nationaux. Après le renforcement des capacités des groupes de citoyens issus des OCB, ceux-ci dialoguent régulièrement avec leurs décideurs locaux et nationaux sur la base d'évidences collectées dans leurs villages ; et les informations fournies par les ONG/OSC sur la situation du WASH, la disponibilité des produits d'hygiène et de nutrition des enfants de moins de 5 ans au niveau du secteur privé local, la sécurité alimentaire et de la nutrition y compris de leur lien avec le COVID 19, le genre et le changement climatique. Des campagnes permettront de sensibiliser sur le rôle du secteur privé, le changement climatique et le COVID 19 afin d'avoir des citoyens responsables et engagés. Tout ce processus sera encadré par les ONG/OSC nationales qui ont aussi pour rôle de fournir à ces groupes de pression des informations programmatiques nationales en lien avec les régions d'intervention. Les ONG/OSC nationales utiliseront les évidences locales pour le plaidoyer de niveau national et les discussions avec les bailleurs de fonds notamment sur la nécessité des investissements multisectoriels. Le programme saura profiter des cadres d'apprentissages entre communes paires pour valoriser les bonnes pratiques et aider chacune des parties prenantes à progresser ensemble dans la recherche du changement. Dans ce processus, les organes de médias seront renforcés, motivés et impliqués de telle sorte à profiter au mieux de leur capacité d'influence des comportements et des décisions.

Grâce à cette démarche, les changements attendus sont les suivants :

Capacités d'actions des OCB et de la société civile : les OCB initient leurs propres initiatives d'influence des planifications locales et arrivent à faire prendre en compte leurs propositions dans le budget local et les dépenses en faveur du WASH, de la nutrition, des changements climatiques et du genre.

Partenariat: Sur le plan du partenariat, les OCB, le secteur privé local et les organes de médias se concertent régulièrement et coopèrent et assurent une disponibilité et une consommation des produits WASH y compris pour l'hygiène menstruelle et de nutrition de façon continue.

« Le programme aborde suffisamment l'état nutritionnel des enfants. La prise en compte du droit à l'alimentation et WASH dans la nouvelle constitution pose les bases de la priorisation de la question de nutrition au centre des priorités. Le plan d'action multisectoriel de la nutrition appelle à une coordination des actions pour la prise en compte de la nutrition ». Dr Djibril BAGAYOKO, Chef de la Cellule de Coordination de la Nutrition

Politiques : sur le plan des politiques et programmes, avec l'appui des OCB, les maires accroissent leurs dépenses en WASH, et Nutrition grâce à des ressources endogènes accrues et un transfert croissant du gouvernement central et des bailleurs de fonds sur la base de leurs programmes de développement économique, social et culturel (PDESC). Ces Programmes communaux sont cohérents avec les politiques nationales WASH, nutrition, genre et changement climatique.

Redevabilité: Du point de vue de la redevabilité, le gouvernement central et les décideurs locaux rendent compte de façon systématique de leur gestion en organisant régulièrement des cadres de redevabilité communaux et en participant aux cadres de partage d'expérience au niveau international comme le SWA, AfricaSan et SUN. En vue de ces cadres de redevabilité, les autorités prennent en compte les préoccupations et acquis des organisations de la société civile notamment des femmes œuvrant sur le WASH, la Nutrition et la Sécurité Alimentaire.

La théorie du changement du programme suit quatre voies de changement :

- Les communautés demandent et investissent dans les services sociaux de base et adoptent de bonnes pratiques en matière de nutrition et d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), en s'attaquant conjointement aux obstacles avec les partenaires du secteur privé.
- Des organisations de la société civile représentatives et dotées de moyens d'action s'insèrent efficacement dans l'espace civique pour plaider en faveur du leadership et de la bonne gouvernance afin de prévenir la sous-nutrition.

- Le gouvernement national et les entités décentralisées adoptent et intègrent une approche intégrée et multisectorielle de la sous-nutrition dans les politiques, les plans d'action et les allocations budgétaires.
- Les donateurs et les acteurs du développement international coordonnent et collaborent dans le cadre du lien entre l'humanitaire et le développement afin de s'attaquer aux déterminants sous-jacents de la sous-nutrition.

La conjugaison de ces éléments a abouti à un changement des perceptions mutuelles et des idées reçues entre Comités de Veille Citoyenne, femmes, élus, organisations de la société civile qui a cassé les barrières et favorisé plus de rapprochement et de concertation entre ces différentes parties prenantes au programme. La dynamique instaurée a conduit à un renforcement de la cohésion sociale et réduirait ainsi les risques menaçant les mauvaises pratiques en matière d'assainissement, d'hygiène et de malnutrition chez les enfants. Il s'agit d'une théorie très cohérente basée sur un changement des attitudes et des manières de faire des bénéficiaires du programme dans le cadre d'une approche concertée permettant d'atteindre l'objectif final. Le document du projet a également identifié les risques qui pourraient menacer l'opérationnalisation d'une telle théorie de changement qui ont été majoritairement pris en considération dans la conception. Cette théorie de changement a néanmoins négligé certains aspects qui ont affecté le déroulement du projet ou qui pourraient réduire la pérennité de ses effets tels que :

- La gestion des conflits entre les acteurs locaux impliqués dans la mise en œuvre :

En effet, la mise en œuvre des différentes activités implique la mobilisation d'acteurs divers et le programme n'a pas prévu un mécanisme efficace pour anticiper et résoudre les divergences qui pourraient surgir entre eux. Ainsi, la mise en place des CVC a offert un cadre idéal à cet effet.

- L'absence de certaines mesures permettant de pérenniser et consolider la dynamique engagée par le programme notamment la mobilisation de ressources financières endogènes pour assurer la pérennité du programme. La période de mise en œuvre du programme a coïncidé avec l'aggravation de la situation sécuritaire et le retrait de certains Partenaires Techniques et Financiers.

3.1.2 Alignement de la théorie du changement sur les principaux enjeux nationaux et mondiaux

La conception du programme s'est fondée sur un certain nombre de constats démontrés dans des études pour montrer la pertinence de cette problématique.

Ces études de référence ont permis d'établir certaines conclusions ayant dessiné les grandes orientations du programme dont notamment :

- Le manque d'implication des jeunes et des femmes dans les affaires locales : cette exclusion est la résultante de plusieurs facteurs tels que le manque de confiance des jeunes et des femmes dans les structures gérant ces affaires, le manque d'opérationnalisation d'un cadre juridique et institutionnel favorisant l'implication des jeunes et des femmes, le désengagement de la jeunesse malienne de la vie socio politique de manière générale et le contexte socio-culturel dans certaines régions et surtout les pesanteurs socio culturelles qui freinent l'autonomisation des femmes, les relayant au second plan malgré les nombreuses campagnes d'information et de sensibilisation pour les encourager à participer à la vie politique, sociale et économique de leurs localités.
- Le genre est aussi un déterminant de manque d'inclusion sociale, économique et politique au Mali. Ainsi, le taux chômage chez les femmes et les jeunes filles est beaucoup plus élevé que celui chez les jeunes hommes et les hommes. De même, la participation des jeunes et des femmes à la vie politique reste très insuffisante malgré le progrès enregistré depuis quelques années.

Le projet s'inscrit aussi parfaitement dans les orientations de la constitution du 22 juillet 2023, dans son Article 10 qui stipule : L'éducation, la formation, le travail, le logement, les loisirs, la santé, la protection sociale, l'alimentation et l'accès à l'eau constituent des droits reconnus.

Le programme s'inscrit parfaitement dans les grandes orientations de l'ONU en contribuant de manière directe ou indirecte à la concrétisation de certains ODD dont notamment :

- L'ODD n°2 : fin de la faim, réaliser la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable ;
- L'ODD n°5 : réaliser l'égalité du genre et l'autonomisation des femmes et des filles ;
- L'ODD n°6 : Garantir l'accès de tous à l'eau potable et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau ;
- L'ODD n°13 : Prendre des mesures pour lutter contre le changement climatique et ses impacts.

Au Mali, le dispositif législatif et programmatique est bien étoffé pour faire face à la problématique de la nutrition. Du point de vue des lois, il est à retenir la Loi d'Orientation Agricole du Mali, le code de l'eau, le Code Général des Collectivités Territoriales. En ce qui concerne les politiques et programmes, il y a le cadre de référence qu'est le Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable. A cela s'ajoute : la Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, la Politique Nationale de Nutrition, la Politique Nationale Genre du Mali, la Politique de développement agricole du Mali, la Politique Nationale d'Assainissement, Politique Nationale de l'Eau, la Politique Nationale de Protection Sociale, le Programme de développement socio-sanitaire, le Plan stratégique WASH en milieu de santé, le Paquet Minimum WASH dans les centres de santé, etc.

A 10 ans seulement du bilan des ODD, la plupart des politiques concernant l'eau, l'hygiène et l'assainissement et la nutrition sont toujours en cours de révision pour les adapter aux cibles des ODD. Ainsi, les révisions de la politique Nationale de l'Assainissement et de la politique nationale de l'eau sont en cours. Les programmes y relatifs attendent pour la plupart d'être élaborés et validés par les instances indiquées. En rappel, avec l'appui du Conseil des ministres africains de l'eau et l'assainissement (AMCOW), les états se sont en 2015 engagés à accorder 0,5% du PIB national à l'assainissement et l'hygiène. L'espoir est permis avec l'entente obtenue pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme unique de gouvernance de l'eau et de l'assainissement en lien avec les deux politiques nationales. Actuellement les sous-secteurs eau et assainissement liquide évoluent séparément sans grande synergie, car pris en charge par deux ministères différents. L'eau et l'assainissement liquide sont pourtant liés derrière l'objectif final visant l'amélioration de la santé et le développement humain.

La coordination du secteur est pilotée par la CPS-SEEUDE (Cellule de Planification et de statistique-eau, environnement, urbanisme et domaines de l'Etat) à travers entre autres les revues et cadre de concertation du secteur, la conduite du processus TrackFin et la production du rapport pays GLAAS. Depuis 2018, la CPS SEEUDE est aussi au centre de la mise en œuvre de l'initiative SWA au Mali. L'absence d'un cadre logique orienté vers les résultats et la quasi-absence d'indicateurs de suivi des politiques nationales ont compliqué la production et l'exploitation des données consensuelles du secteur. Les acteurs reconnaissent par ailleurs l'urgence de trouver des moyens utiles à cette lisibilité des financements en mettant en place des outils nécessaires pour l'analyse et la poursuite du processus TrackFin avec un apport du financement par des fonds propres de l'Etat et un renforcement de la fourniture des données des ONG, de la société civile et du secteur privé. Au regard des dispositions institutionnelles actuelles, le secteur de l'Eau, de l'Hygiène et de l'Assainissement est placé sous la tutelle de trois (3) ministères à savoir (i) le Ministère de l'Énergie et de l'Eau, (ii) le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable, et (iii) le Ministère de la Santé et des Affaires sociales. Les directions nationales sont les principaux maîtres d'ouvrage des investissements intérieurs et extérieurs dans les secteurs du WASH et de la nutrition même en milieu rural et avec des capacités d'absorption moyennement faible.

La nutrition quant à elle est répartie entre le Ministère de la Santé et des Affaires sociales et celui en charge de l'agriculture, l'élevage et la pêche. Dans ce domaine de la nutrition, des efforts des acteurs ont permis de disposer d'une stratégie nationale WASH et nutrition grâce à l'accompagnement de WaterAid, de l'Unicef et d'Action Contre la Faim. Le plaidoyer de cette plateforme a également permis l'intégration d'un axe spécifique WASH dans le nouveau plan d'action multisectoriel de la nutrition. En juillet 2019 s'est tenu le deuxième forum national de la nutrition à Bamako sous la haute de Présidence du Premier Ministre, Chef de Gouvernement et Ministre de l'Economie et des Finances. En rappel, le forum avait recommandé, entre autres, l'intégration dans la Constitution du Droit à l'alimentation et à la nutrition, le portage politique de la Nutrition au niveau de la Primature, l'implication systématique des structures de recherche nationale dans la mise en œuvre de la recherche opérationnelle et évaluative des Plans et programmes de Nutrition, la poursuite des mécanismes de financements innovants tels que UNITLIFE, GFF, l'augmentation du budget alloué à la santé, notamment la part de la nutrition, le prélèvement d'un pourcentage d'au moins 5% sur les taxes existantes telles que la téléphonie mobile, le tabac, l'alcool, les transferts monétaires, l'Or, les produits ultra transformés, des pesticides, des engrais, des substituts du lait pour le financement des interventions de la sécurité nutritionnelle.

3.1.3 Réactivité des stratégies du programme

i. Aux besoins des communautés locales / de la population ciblée / des groupes les plus vulnérables

Le programme cadre parfaitement avec les priorités nationales du Mali, notamment en ce qui concerne la Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans son axe stratégique 3 « Orienter l'agriculture vers une agriculture sensible à la nutrition pour améliorer la diversité alimentaire, accroître les programmes spécifiques en faveur de la nutrition des femmes enceintes, des enfants de moins de 5 ans, des femmes allaitantes, des personnes âgées et des personnes handicapées, renforcer l'éducation nutritionnelle et l'hygiène alimentaire par les femmes, les enfants et les autres acteurs de la nutrition », la Politique Nationale de Nutrition « la production alimentaire familiale à petite échelle ».

Les cibles du programmes « les femmes transformatrices », « les jeunes » cadre parfaitement avec les objectifs du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF) et le Ministère de la Jeunesse, des Sports de la Construction Citoyenne en ce qu'elles permettent de créer une perspective de revenu et de l'emploi pour les groupes sensibles que sont les femmes et les jeunes.

ii. Aux besoins de renforcement des politiques et des budgets au niveau national

La mise en œuvre des activités d'Assainissement se déroule en conformité avec les stratégies nationales et selon les déclarations obtenues, la population s'est appropriée l'approche à travers l'organisation des journées de salubrité et le suivi-régulier dans les sites d'intervention.

3.2. Efficacité et impact

3.3. Efficacité et contribution par voie de la théorie du changement

3.3.1 Au niveau communautaire

Efficacité et contribution par voie de la théorie du changement :

Communauté

L'évaluation du programme Right2Grow au Mali révèle des progrès significatifs en termes d'efficacité, de changement, de durabilité et de valeur ajoutée au sein des communautés bénéficiaires à travers différentes communes cibles du programme. Le programme a sensibilisé les ménages aux enjeux de sécurité alimentaire, de nutrition, d'hygiène, d'eau et d'assainissement, renforçant ainsi les compétences et la conscience des acteurs locaux sur les défis et enjeux liés à ces problématiques. Les initiatives de plaidoyer ont favorisé une prise de conscience et des changements politiques, créant un environnement propice à des comportements alimentaires sains et à l'hygiène au sein des communautés. Les efforts collectifs ont conduit à une amélioration de la nutrition et de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les zones d'intervention du programme.



Production de savon des femmes de Koutiala à la suite de la formation sur la

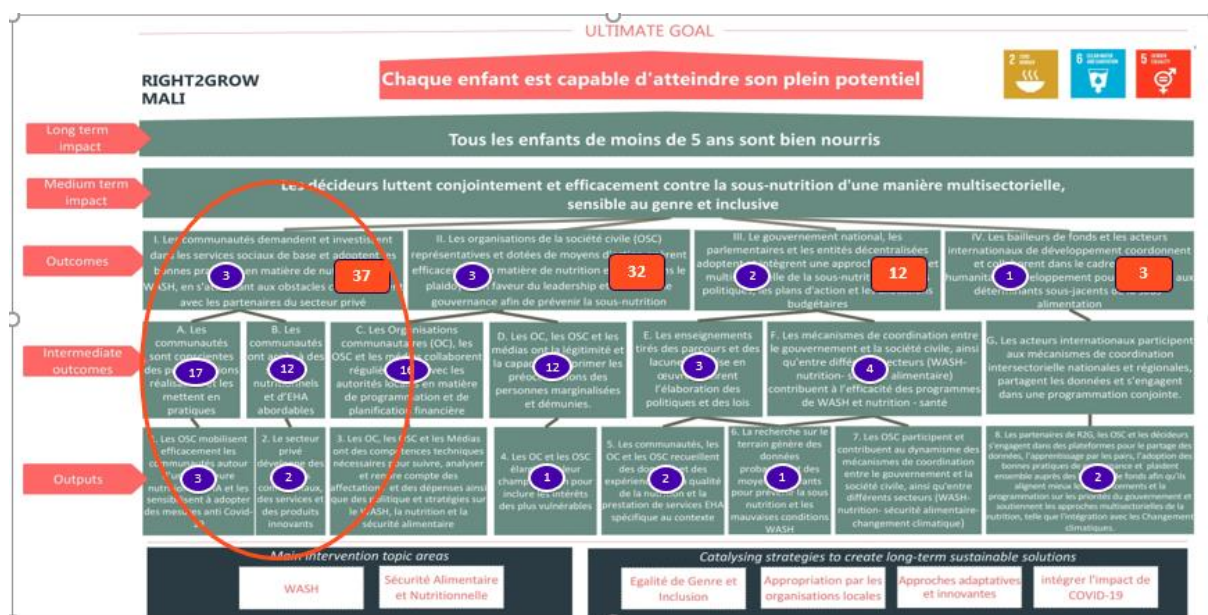
Les communautés ont contribué avec plus de 10 tonnes de vivres pour les démonstrations nutritionnelles pour les enfants dans les 24 communes. Des banques de céréales ont été créées pour offrir un accès à la nourriture à bas prix, et deux cantines scolaires ont été mises en place pour promouvoir l'éducation nutritionnelle. Soixante groupements de femmes ont commencé à transformer des produits locaux pour améliorer la valeur nutritive des aliments. L'agroforesterie a été développée avec plus de 3000 plants bénéfiques pour la nutrition.

Une recherche sur le lien entre le GSAN et l'assainissement a été réalisée et a permis de démontrer l'importance d'intégrer un volet WASH dans les activités des GSAN. La plateforme BESEYA a été lancée pour sensibiliser aux problématiques de nutrition et WASH.

Un réseau a été établi entre les groupements de femmes pour encourager la création de ressources. Vingt-sept associations villageoises d'épargne et de crédit ont été créées, contribuant à améliorer la situation économique et nutritionnelle des ménages. Un noyau de formateurs a été formé pour enseigner la transformation des produits agroalimentaires.

Les signes du changement durable sont l'appropriation par les acteurs locaux qui est une réalité dans la programme R2G. Relais communautaires à Hawa Dembaya

- a. Carte des lacunes en matière de données probantes et résultats de l'exercice de cartographie des résultats au niveau national



De manière visible, des changements significatifs ont été observés au niveau communautaire, notamment en ce qui concerne l'adoption de bonnes pratiques en matière de nutrition et de WASH, ainsi que l'amélioration de l'accès abordable aux services essentiels. Toutefois, l'absence de processus d'homologation des produits locaux transformés constitue une limite majeure. Elle freine la certification de ces produits et leur accès à de nouveaux marchés régionaux, réduisant ainsi les opportunités d'autonomisation économique des groupements de femmes.

b. Récits de changement et observations au niveau communautaire recueillis lors de la collecte de données

Les communautés ont été sensibilisées sur les bonnes pratiques alimentaires, et des financements ont été alloués pour traiter et prévenir la malnutrition. Le taux de mobilisation des taxes de développement local a augmenté, permettant d'investir davantage dans la nutrition. Des ressources ont été mobilisées à la fois localement et dans les budgets communaux pour soutenir les activités de nutrition.

On peut noter :

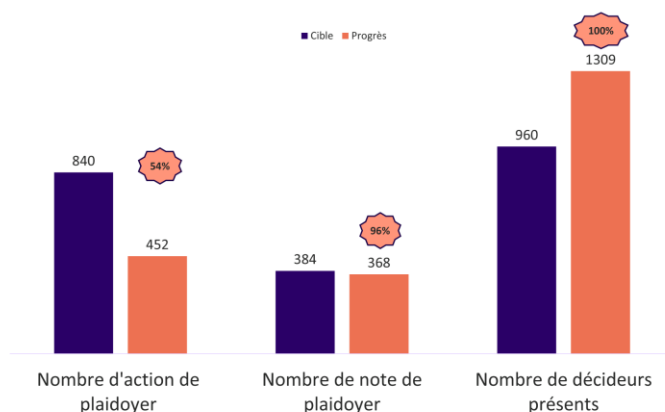
- Un renforcement de connaissance de la population sur les bonnes pratiques de nutrition et WASH : Le programme a favorisé une prise de conscience de la population sur les bonnes pratiques nutritionnelles et l'importance d'hygiène et d'assainissement dans la communauté. Cela est démontré par les témoignages des bénéficiaires durant la période du projet ;
- Une amélioration d'accès en eau potable dans les communes d'intervention suite aux activités de plaidoyer local : nous pouvons citer le cas de M'pessoba où suite au plaidoyer des comités de veille citoyenne auprès du maire sur le besoin de source d'eau pour la population a été résolu.

Réflexions sur la contribution des stratégies du programme aux changements obtenus

La nutrition a été intégrée dans le budget communal, avec des financements allant de 100.000 à 850.000 FCFA pour des activités de démonstration nutritionnelle dans neuf communes. La nutrition est également incluse dans le programme de développement social, économique et culturel de 15 communes.

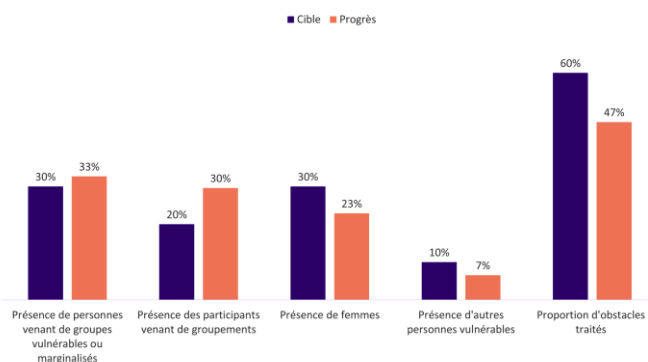
Performance
Résultat 1:

Progrès accomplis



Performance
Résultat 1:

Progrès accomplis



Les données de performance confirment que le programme a réalisé des progrès substantiels au niveau communautaire, en particulier en ce qui concerne la mobilisation citoyenne et l'engagement autour des actions de plaidoyer. Le nombre d'actions et de notes de plaidoyer menées approche ou atteint les cibles fixées, tandis que la participation des décideurs dépasse les attentes initiales.

Les indicateurs relatifs à l'inclusion montrent une amélioration de la participation des groupes vulnérables et marginalisés, bien que des écarts persistent, notamment en ce qui concerne la participation des femmes et d'autres groupes vulnérables. La proportion d'obstacles traités reste en deçà de la cible, ce qui reflète les contraintes structurelles et contextuelles auxquelles les acteurs communautaires sont confrontés.

Dans l'ensemble, ces résultats indiquent que les dynamiques communautaires mises en place ont permis de créer une base solide pour l'engagement citoyen et le plaidoyer local, tout en mettant en évidence les domaines nécessitant un renforcement continu.

3.3.2 Organisations de la société civile

Organisations de la société civile

1. Partage et réflexions sur les résultats obtenus à ce jour

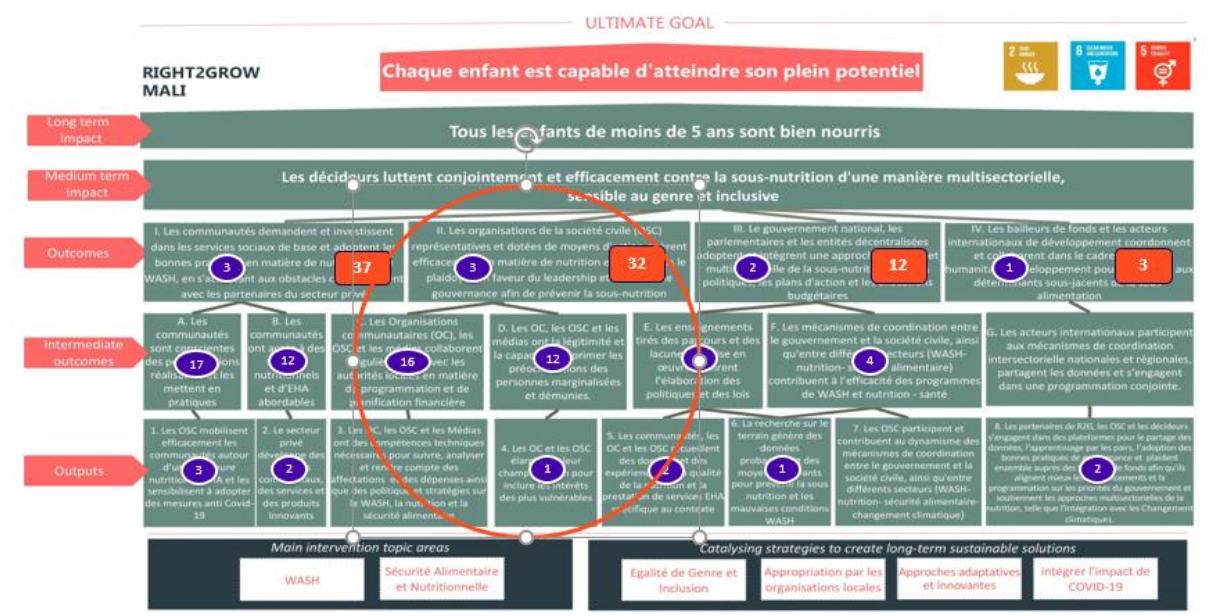
Progrès réalisés au regard des indicateurs de résultats et de réalisations (lien vers l'annexe 2)

Le projet a apporté des changements chez les bénéficiaires tant au niveau central qu'au niveau local. Un changement potentiel a été observé dans le fonctionnement des organisations de la société civile pour leurs actions de plaidoyer. Nous pouvons citer le cas d'OMAES SUN-OSC, CVC et les réseaux des journalistes WASH et NUT. Le projet a accompagné ces OSC dans la mise en œuvre de leur plan d'action durant toute la période du projet. L'appui du projet a également influencé positivement les activités des acteurs du secteur privé en favorisant la consommation des produits agro-alimentaires à haute valeur nutritive. Cet appui portait essentiellement sur un accompagnement technique pour la conservation et la commercialisation des produits agroalimentaires et l'organisation des foires pour favoriser l'écoulement de leurs produits.

Le réseau SUN OSC a été renforcé avec la participation de parlementaires, journalistes, jeunes et champions. Un concours a été organisé pour promouvoir les meilleures publications en nutrition, renforçant la solidarité nationale.

Les alliances stratégiques entre les organisations de la société civile (OSC) et les organisations communautaires de base (OCB constituent un mécanisme efficace pour apporter des réponses rapides et contextualisées aux besoins des communautés. Bien que les OCB disposent d'une connaissance approfondie des dynamiques locales, elles rencontrent fréquemment des limites en matière de capacités techniques, notamment dans le domaine du plaidoyer. Les comités de veille citoyenne, dotés d'expertises spécifiques et pleinement conscients des opportunités institutionnelles disponibles, jouent un rôle déterminant en facilitant l'expression des besoins communautaires et en soutenant l'élaboration de solutions adaptées au contexte local. Massaman Sinaba, Directeur exécutif de l'OMAES

Carte des lacunes en matière de données et résultats de l'exercice de cartographie des résultats au niveau national



Malgré les résultats remarquables obtenus, la capacité limitée des Comités de Veille Citoyenne (CVC) à assurer le suivi des réalisations budgétaires demeure une difficulté. Cette faiblesse s'explique principalement par une compréhension insuffisante du cycle budgétaire et des lignes de dépenses. Par ailleurs, le manque d'implication de certains membres des CVC constitue un facteur réduisant l'impact des initiatives de transparence budgétaire portées par la société civile de troisième niveau.

Conclusions de l'enquête sur le renforcement mutuel des capacités et de l'enquête « Apprentissage et Partage » menées par l'équipe R2G

Au cours des cinq prochaines années, la documentation et le partage des connaissances des communautés et des partenaires de Right2Grow se feront de manière fluide, systématique et durable. Les enseignements seront facilement accessibles et leur intégration continue dans les programmes et les politiques fera partie intégrante des méthodes de travail de tous les partenaires de Right2Grow, avec trois résultats attendus : l'apprentissage est capturé, partagé et utilisé. En effet, de nombreuses OSC ont réalisé des progrès significatifs dans des domaines tels que la planification stratégique, le plaidoyer, la communication et la création de coalitions. Les répondants ont déclaré avoir davantage confiance dans leur capacité à influencer les politiques, à mobiliser les acteurs gouvernementaux et à utiliser les systèmes internes pour suivre les progrès et orienter les interventions.

Cependant des défis majeurs subsistent encore auxquels, il faut accorder une attention particulière.

- Les disparités entre les sexes continuent de limiter la diversité au sein des instances dirigeantes.
- Les contraintes en matière de ressources persistent, en particulier parmi les organisations de troisième niveau et les organisations locales : personnel insuffisant, infrastructures obsolètes, capacités de collecte de fonds et viabilité financière limitées.

Les systèmes d'apprentissage et de performance restent sous-développés.

1. Compétences en matière de plaidoyer et influence

- Développement et mise en application des compétences en matière de plaidoyer (analyse budgétaire, lobbying fondé sur des preuves, plaidoyer à plusieurs niveaux).
- Amélioration des techniques et des outils pour un lobbying efficace et une influence sur les décideurs.
- Renforcement de la capacité à impliquer le gouvernement, les OSC et les communautés dans le plaidoyer.
- Meilleures stratégies de responsabilisation et influence politique.

2. Approches collaboratives et consortiums

- Apprendre à travailler efficacement au sein de grands consortiums et réseaux diversifiés.
- Innovation conjointe, approches collectives et résolution commune des problèmes.
- Amélioration de la synergie, du partage des ressources et de la gestion adaptative.
- Comprendre les forces complémentaires des différentes organisations.

3. Renforcement des capacités organisationnelles et individuelles

- Amélioration des systèmes organisationnels, des compétences et de la responsabilité.
- Renforcement des capacités du personnel (prise de décision, gestion de projet, efficacité).
- Croissance tangible de l'expertise thématique (nutrition, WASH, gouvernance).
- Amélioration de la réalisation des objectifs et des stratégies organisationnelles.

4. Échange de connaissances et apprentissage

L'apprentissage et le Partage (A&P) constituent un pilier transversal essentiel du programme R2G. Depuis le lancement du programme, l'A&P a été structuré comme une approche plutôt que comme une somme d'activités et s'est concentré sur un changement en profondeur des méthodes de travail afin d'obtenir un impact durable en incluant la réflexion critique, l'apprentissage et la gestion adaptative dans le cycle du projet. La stratégie de l'Apprentissage et du Partage avait pour objectif d'obtenir un changement de comportement et de mentalité des partenaires Right2Grow : « Au cours des cinq prochaines années, la collecte et le partage des connaissances des communautés et des partenaires R2G se feront de manière fluide, systématique et durable. Les apprentissages seront facilement accessibles et l'intégration continue de l'apprentissage afin d'accroître l'impact des programmes et des politiques fera partie des méthodes de travail de tous les partenaires de Right2Grow », avec 3 résultats : Résultat 1 : les leçons apprises sont documentées, Résultat 2 : les leçons apprises sont partagées, Résultat 3 : les leçons apprises sont utilisées.

Les résultats de l'évaluation Apprentissage et Partage montrent que :

Sur le résultat 1 : les leçons apprises sont documentées

100% des répondants de l'évaluation Apprentissages et Partage affirment que la documentation des activités de Right2Grow au niveau national (c'est-à-dire les bonnes pratiques/mauvaises pratiques/défis/recommandations) a contribué à leur amélioration. Cela facilite leur réplcation, en évitant de répéter les mêmes erreurs, rendant l'activité plus adaptée, plus efficace et avec un meilleur impact.

« A ce niveau, les canevas de TDR d'activité et de rapport d'activité intègrent les sections apprentissages pour permettre aux acteurs de traiter également cet aspect. Cela a facilité l'intégration de l'apprentissage dans pratiquement toutes les activités du projet à partir du dernier trimestre de 2024. » Répondant enquête Apprentissage & Partage Mali

Sur le résultat 2 : les apprentissages et leçons apprises sont partagés

100% des répondants du Mali affirment que le partage des apprentissages est plus intentionnel et systématique depuis le début du programme au sein des organisations partenaires. Les enseignements tirés sont notamment partagés lors d'espaces de discussion et d'échanges stratégiques avec les partenaires, acteurs du consortium et autorités ou lors d'ateliers de partage d'expériences inter et intra pays.

« Les fiches d'apprentissages sont partagées systématiquement au sein des organisations partenaires. Egalement, des fiches d'apprentissages imprimées ont été partagées avec les acteurs services techniques et ONG. Nous profitons des rencontres bilan national du consortium et les rencontres préparatoires des activités pour partager les apprentissages des thématiques documentées sur le programme. » Répondant enquête Apprentissage & Partage Mali

Sur le résultat 3 : les apprentissages sont utilisés:

D'après les répondants du Mali à l'enquête Apprentissage & Partage, les enseignements tirés ont surtout été utilisés pour **concevoir/adapter des activités ou des éléments du programme**, pour **informer/inspirer d'autres partenaires/pays/collègues**, mais aussi pour **améliorer les méthodes de travail**. Autrement, ils ont parfois été inclus dans les activités de lobbying et de plaidoyer et utilisés pour mettre à jour des méthodologies.

L'intégration de l'Apprentissage et du Partage en tant que composante centrale du programme dans de Right2Grow a été une stratégie innovante et efficace qui a considérablement amélioré la mise en œuvre et l'impact global du programme au Mali. Le Mali a fait preuve d'un changement notable en passant d'un processus de capitalisation statique à une approche plus intentionnelle et dynamique de l'apprentissage. Cette évolution a favorisé une réflexion critique plus approfondie et a permis des adaptations opportunes, conduisant à des interventions plus efficaces.

- Partage transnational et interorganisationnel des pratiques, des méthodes et des outils.
- Amélioration de la gestion des connaissances et de la documentation des meilleures pratiques.
- Exposition à de nouvelles méthodologies (par exemple, la récolte des résultats).
- Enrichissement des échanges interculturels et de l'apprentissage entre pairs.

5. Impact sur les méthodes de travail et les partenariats futurs

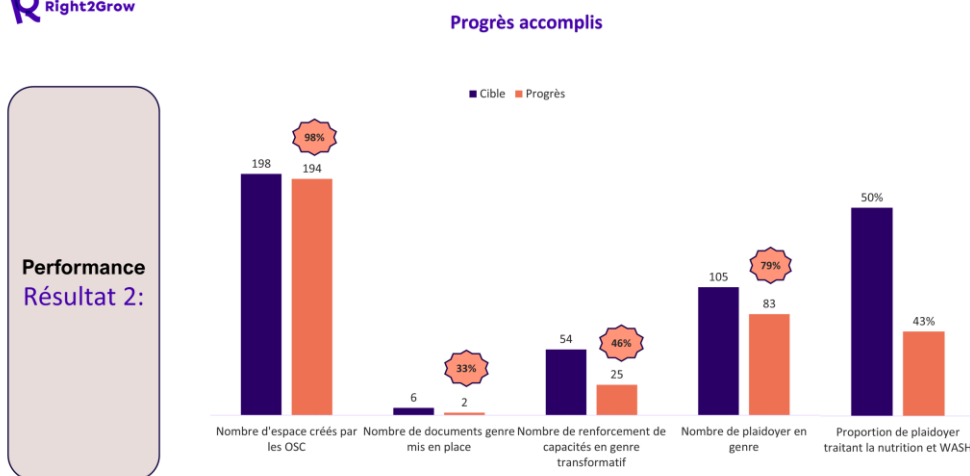
- Renforcement du travail d'équipe, de la stratégie et de la responsabilité dans la mise en œuvre.
- Élaboration de nouvelles approches en matière de partenariats et d'amplification de l'impact.
- Amélioration de l'efficacité, de l'allocation des ressources et des pratiques adaptatives.
- Reproduire les systèmes et modèles de plaidoyer dans d'autres programmes.

Témoignages de changement au niveau des OSC recueillis lors de la collecte de données

Les OSC partenaires au Mali ont joué un rôle clé dans l'ancrage de la responsabilité, de la transparence et de la participation dans les structures de gouvernance locale, tout en s'engageant dans le plaidoyer politique au niveau national. À Diomaténé, une OSC a réussi à convaincre les élus d'inclure une ligne budgétaire dédiée à la nutrition dans le plan de développement communal (PDESC) et a donné au comité de veille citoyen les moyens de contrôler la mise en œuvre au niveau municipal, garantissant ainsi l'allocation budgétaire et le contrôle. Au niveau local, les OSC ont participé aux sessions d'orientation et de planification budgétaires, contribuant ainsi à des processus budgétaires plus inclusifs et mieux informés, et ont établi des espaces de dialogue entre les citoyens et les élus, favorisant la responsabilité grâce à des mécanismes réguliers de rapport et de retour d'information. Le CN-CIEPA s'est fait le champion de l'accès universel à l'eau, tandis que d'autres ont soutenu un projet de loi nationale sur la budgétisation de la nutrition.

L'AJCAD-Mali a organisé plusieurs « cafés citoyens » sur la démocratie, la gouvernance, les droits et les responsabilités, en lien avec des journées mondiales (par exemple, l'hygiène menstruelle, la sécurité alimentaire, le changement climatique).

« L'appui des comités de veille citoyenne (CVC) à l'élaboration des notes de plaidoyer, l'organisation de cadres de concertation, l'implication des élus communaux et des services techniques aux activités. » – Reflète la manière dont le renforcement des capacités s'est étendu à une coordination structurée entre la société civile, les autorités locales et les services techniques.



Les données de performance indiquent des progrès significatifs dans le renforcement des capacités des organisations de la société civile, notamment en ce qui concerne la création d'espaces de dialogue et l'intégration du genre dans les stratégies de plaidoyer. La majorité des cibles liées à la création d'espaces et aux actions de plaidoyer en matière de genre ont été largement atteintes ou s'en approchent.

Toutefois, certains indicateurs, en particulier la production de documents spécifiques au genre et l'intégration systématique des liens entre nutrition et WASH, restent en deçà des objectifs fixés. Ces écarts reflètent à la fois la complexité des approches de plaidoyer transformatif en matière de genre et les contraintes contextuelles rencontrées par les OSC. Dans l'ensemble, les résultats montrent que le programme a contribué à renforcer le rôle des OSC en tant qu'acteurs structurants du plaidoyer, tout en soulignant la nécessité d'un accompagnement continu pour consolider les acquis.

Indicateurs des donneurs

Dans un contexte marqué par des restrictions de l'espace civique et une instabilité institutionnelle persistante, les organisations de la société civile (OSC) partenaires de Right2Grow ont joué un rôle central dans la défense des enjeux liés à la nutrition et au WASH. Elles ont agi comme intermédiaires entre les communautés, les autorités publiques et les plateformes nationales, contribuant à faire remonter les priorités locales dans les débats publics et les processus décisionnels, tant au niveau local que national.

Le programme a renforcé de manière significative les capacités de plaidoyer, de lobbying et d'analyse des OSC à travers l'approche de Mutual Capacity Development (MCD). Les formations et outils tels que le suivi budgétaire et l'analyse des dépenses (BMET), Bridge4Voices et l'analyse comparative des valeurs (CVA) ont permis aux organisations partenaires de structurer leurs stratégies de plaidoyer, de produire des évidences crédibles et de dialoguer plus efficacement avec les décideurs publics. Ces capacités sont progressivement intégrées dans les pratiques organisationnelles des OSC, renforçant leur légitimité et leur durabilité en tant qu'acteurs de changement (SCS053).

Grâce à ces capacités renforcées, les OSC ont réussi à créer et à utiliser des espaces de dialogue pour porter leurs revendications et influencer les débats publics sur la nutrition et le WASH. Elles ont participé activement à des cadres de concertation nationaux et locaux, mobilisé les médias et engagé des échanges structurés avec les autorités communales, les services techniques et les plateformes sectorielles. Ces actions ont contribué à élargir l'espace civique disponible pour la société civile, malgré un environnement politique contraignant (SCS031, SCS032).

Les OSC ont mené un nombre important d'initiatives de plaidoyer, tant au niveau national que subnational, en lien avec leurs membres et leurs bases communautaires. Ces initiatives ont porté sur l'intégration de la nutrition et du WASH dans les politiques publiques, la transparence budgétaire et la redevabilité des autorités locales. Toutefois,

l'ampleur et la portée de ces actions restent influencées par des contraintes contextuelles, notamment l'insécurité, les ressources limitées et la capacité variable des acteurs locaux à maintenir un engagement soutenu (SCS041, SCS042)

Donor Indicator / Sub-indicators	Baseline	2025 target	Cumulative value
R2G Indicator			
SCS031: # of times that CSOs succeed in creating space for CSO demands and positions through agenda setting, influencing the debate and/or creating space to engage at national and international levels	0	90	58
SCS032: # of times that CSOs succeed in creating space for CSO demands and positions through agenda setting, influencing the debate and/or creating space to engage at sub-national level	0	108	88
SCS041: # of advocacy initiatives carried out by CSOs, for, by or with their membership/constituency at national level	0	90	12
SCS042: # of advocacy initiatives carried out by CSOs, for, by or with their membership/ constituency at sub-national level	0	108	43
SCS053: # of other CSOs (not youth or women led) with increased L&A capacities	8	8	8

3.3.3. Gouvernements nationaux et entités décentralisées

Les services gouvernementaux, tels que la Cellule de Coordination de la Nutrition, la Direction générale de la Santé, et d'autres ministères clés, ont été activement impliqués, contribuant à l'appropriation et à la complémentarité des activités. Leur engagement a été essentiel pour l'atteinte des résultats. « Le programme était aligné avec le niveau national sur les besoins de renforcement de politiques et des budgets à travers la constitutionnalisation du droit à l'alimentation et l'eau, l'amélioration du code de l'eau, la politique nationale de l'eau et l'assainissement, le plan d'action multisectorielle de la nutrition, les PDESC, l'insertion de ligne nutrition dans le budget des communes, etc. » Dr Mahamadou Samake, Cellule de Coordination de la Nutrition. Un besoin de renforcer leurs capacités, particulièrement en matière de mobilisation des ressources, a été identifié pour les rendre plus autonomes et assurer la pérennité des actions. La collaboration avec l'équipe globale de Right2Grow a également été bénéfique, en particulier pour les aspects d'assistance technique et d'apprentissage. Les points focaux nationaux (MEAL, A&P, Plaidoyer, communication) ont renforcé leurs capacités. Les points focaux A&P ainsi que certains membres des organisations partenaires ont appris à documenter, partager et utiliser les leçons apprises de la mise en œuvre des activités. Les partenaires au Mali ont produit 9 fiches d'apprentissage sur des activités déployées au Mali. Ces fiches pourront être réutilisées dans le futur pour une mise à l'échelle ou réplique de ces activités. . Cela a permis de renforcer la coordination et les échanges de savoirs entre les partenaires et les pays ainsi que d'améliorer

l'efficacité des activités en intégrant les leçons apprises (bonnes pratiques, challenges et recommandations) dans les activités du programme (gestion adaptative). De plus, cela a permis de modifier en profondeur les modes opératoires en incluant de façon plus systématique une revue critique des activités. « L'apprentissage nous a permis de prendre connaissance de nos mauvaises pratiques et des bonnes pratiques dont on n'avait pas conscience. Donc, il nous a permis de s'inscrire dans une démarche d'amélioration continue de nos activités. » Répondant enquête Apprentissage et Partage

Des difficultés organisationnelles ont aussi émergé, telles que la duplication des activités entre les partenaires ACF et WV, et la création de deux réseaux distincts pour les parlementaires WASH et Nutrition, au lieu d'un seul réseau initialement prévu. Cela reflète l'importance d'une réévaluation continue de la stratégie de collaboration et de plaider pour mieux synchroniser les actions et maximiser les résultats. La collaboration au niveau du pays pourrait être améliorée par une communication encore plus fluide entre tous les acteurs et une gestion plus harmonisée des activités. Les réunions régulières, les réunions préparatoires instaurées en 2024 et le partage des Termes de Référence (TDR) ont été des outils efficaces, mais il reste des opportunités pour renforcer l'alignement stratégique entre tous les partenaires, notamment pour éviter les chevauchements et maximiser l'impact global.

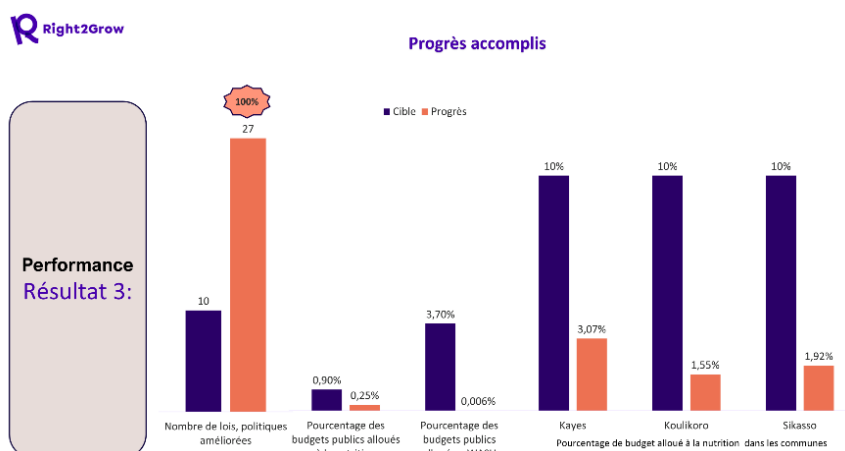
Les politiques nationales liées à l'eau et à l'assainissement ont été actualisées. L'accès à l'eau potable a été amélioré grâce à la baisse des coûts et à la réparation de points d'eau. L'hygiène a été améliorée avec la réhabilitation de latrines et la création d'initiatives pour la gestion des déchets. Des actions politiques ont été adaptées pour favoriser la nutrition et la sécurité alimentaire, avec une implication active des comités de veille citoyenne.

L'alimentation, l'accès à l'eau potable, la santé, l'éducation, la formation, le travail, le logement et les loisirs sont des droits reconnus depuis la constitution du 22 juillet 2023, soulignant l'importance des secteurs WASH et nutrition.

La collaboration stratégique avec d'autres partenariats a été essentielle pour la réussite du programme Right2Grow au Mali. La collaboration avec le réseau SUN-OSC, coordonnée par OMAES, a permis de soutenir des actions de plaider national sur des sujets comme la constitutionnalisation du droit à l'alimentation et l'eau en 2023 et la conduite d'une étude institutionnelle pour son opérationnalisation en 2024. Cette collaboration a été cruciale pour dynamiser les réseaux de journalistes WASH et Nutrition, réseau des parlementaire WASH et Nutrition au CNT ainsi que les champions SUN, contribuant à la sensibilisation et à l'influence politique sur les questions nutritionnelles et WASH. La collaboration avec d'autres partenaires, notamment les OSC locales, les services techniques et des entités telles que l'Association des Municipalités du Mali (AMM) et le Réseau des Journalistes pour l'Eau Potable, l'Hygiène et l'Assainissement (RJEPA), a permis d'améliorer la coordination intersectorielle. Cela a facilité l'intégration des enjeux nutritionnels dans les politiques locales (PDESC) et la prise en compte des engagements de l'État, particulièrement en matière d'accès à l'eau potable et d'assainissement. L'appui au Plan de Suivi SWA a renforcé la redevabilité, et la participation du consortium au sommet de Bali a consolidé la collaboration avec des partenaires internationaux. Cette synergie a été un atout majeur pour poser les jalons de la pérennité et la durabilité du programme. Le renforcement de la vision multisectorielle des autorités communales a permis une meilleure coordination des actions en matière de nutrition, traduisant ainsi les orientations politiques en initiatives concrètes. Dans ce cadre, R2G a organisé des sessions de renforcement des capacités à l'intention des élus locaux et des services techniques, portant sur la nutrition spécifique et sensible. Ces efforts ont favorisé une meilleure intégration des activités nutritionnelles structurantes dans les planifications stratégiques communales.

- Augmentation des ressources propres de la commune de Marintoumania (Région de Kayes) de 24% pour le semestre après des activités de sensibilisation sur le paiement des TDRL menées par le CVC. Ainsi, on note une augmentation de près de 81% vers la fin de l'année.
- Intégration des activités de nutrition dans plusieurs PDSEC révisés ou renouvelés en 2023 à Nonssombougou et Tioribougou dans le cercle de Kolokani, démontrant l'engagement des autorités en faveur de la nutrition et du WASH dans les plans de développement.
- Émergence d'une société civile mieux organisée, menant des actions de suivi et de plaider fondées sur des preuves, influençant les décideurs pour améliorer les services de nutrition et de WASH au niveau des zones d'intervention de Right2Grow.
- Dynamisation des espaces de gouvernance multisectorielle (CLOCSAD et COAOCSAD) avec une priorisation accrue des questions de nutrition et de WASH lors des réunions de coordination et de suivi au niveau local, avec la participation active de la société civile.
- Initiatives d'épargne et de crédit renforçant la résilience des femmes, avec la création de revenus leur permettant de subvenir aux besoins de leur famille et de démarrer des petites activités.

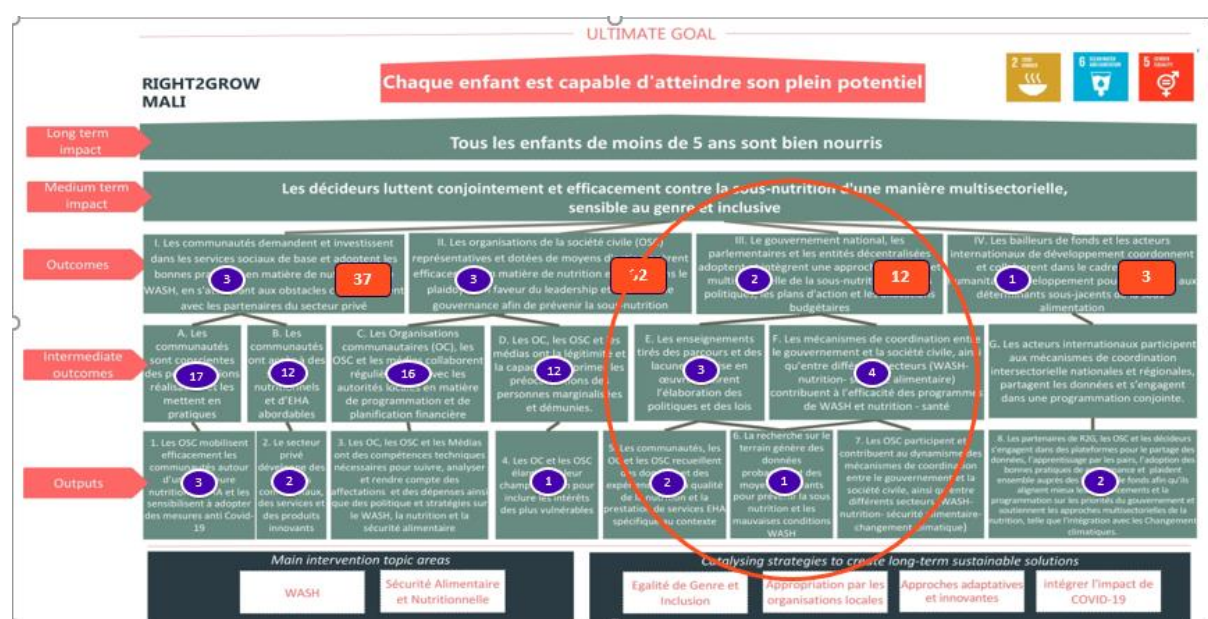
- Alliance stratégique avec les parlementaires et les champions nationaux, contribuant au renforcement de la législation nationale par l'inclusion du droit à l'alimentation dans la nouvelle constitution.



Les données de performance montrent des avancées notables en matière d'amélioration des cadres politiques et réglementaires liés à la nutrition et au WASH. Le nombre de lois et de politiques influencées dépasse largement la cible initiale, ce qui témoigne de l'efficacité des actions de plaidoyer menées à différents niveaux.

En revanche, les indicateurs relatifs aux allocations budgétaires publiques restent en deçà des objectifs fixés, tant au niveau national que communal. Les écarts observés entre les communes de Kayes, Koulikoro et Sikasso reflètent des différences de capacités institutionnelles, de priorisation politique et de marges budgétaires disponibles.

Ces résultats indiquent que, si des progrès significatifs ont été réalisés en matière d'engagement politique, la traduction de ces engagements en allocations budgétaires concrètes demeure progressive et dépendante de facteurs structurels et contextuels.



Concernant ce résultat, la faible appropriation locale de l'analyse budgétaire demeure un défi majeur. En effet, les exercices d'analyse ont été principalement conduits par des acteurs nationaux, avec une participation limitée des parties prenantes locales. Cette faible implication des autorités communales et des organisations de la société civile de troisième niveau constitue un frein à la pérennisation de l'initiative au niveau local.

Par ailleurs, le contexte national n'a pas permis d'atteindre la cible de 0,9 % du budget alloué à la nutrition, en raison de l'orientation du gouvernement vers d'autres priorités. À l'inverse, plusieurs communes ont montré un intérêt pour la question nutritionnelle, notamment à travers l'insertion de lignes budgétaires dans les comptes administratifs et l'intégration de chapitres nutrition dans les plans de développement. Toutefois, ces efforts restent encore loin d'atteindre le seuil des 10%.

Indicateurs des donneurs

Malgré un contexte institutionnel et sécuritaire complexe, marqué par des transitions politiques et des retards dans la validation de certaines politiques sectorielles, Right2Grow a cherché à maintenir un dialogue avec les autorités publiques nationales et décentralisées afin de promouvoir une approche intégrée et multisectorielle de la nutrition et du WASH. Les cadres de concertation, les services techniques et les collectivités territoriales ont constitué des points d'entrée, mais les lenteurs administratives, les changements de priorités et les contraintes de ressources ont limité la vitesse et l'ampleur des changements au niveau des politiques et de leur mise en œuvre.

Le programme a contribué à l'opérationnalisation de politiques et cadres existants relatifs à la nutrition et au WASH, notamment en renforçant la capacité des acteurs (OSC et autorités) à produire, analyser et utiliser des évidences (p. ex. suivi budgétaire/BMET) pour alimenter le dialogue politique. Dans cette dynamique, plusieurs politiques ont été davantage "mises en œuvre" ou traduites en orientations pratiques au niveau national et/ou local, même si l'avancement a été inégal selon les secteurs et les périodes.

Concernant l'adoption ou l'amélioration de politiques (et la traduction en décisions budgétaires), l'évaluation met en évidence des signaux de contribution — notamment via l'accompagnement des communes, l'appui aux mécanismes de redevabilité et l'usage d'outils de suivi budgétaire — mais ces changements n'ont pas été consolidés sous forme de résultats quantifiés dans les données pour le Mali. Autrement dit, des avancées qualitatives existent (dialogue renforcé, priorités mieux formulées, capacité accrue à discuter des budgets), mais elles ne se traduisent pas, dans le suivi DSO, par un nombre rapporté de politiques "adoptées/améliorées" attribuées à l'engagement des OSC.

Globalement, les résultats au niveau résultat 3 apparaissent graduels et fortement dépendants du contexte. Les contraintes institutionnelles, budgétaires et sécuritaires ont freiné certains processus (validation de politiques, mise à l'échelle, régularité des cadres de concertation). Néanmoins, Right2Grow a renforcé des bases importantes pour une gouvernance plus intégrée nutrition–WASH, en consolidant le rôle des OSC dans le dialogue public, en outillant les acteurs pour une prise de décision plus informée, et en maintenant des dynamiques locales malgré les blocages structurels.

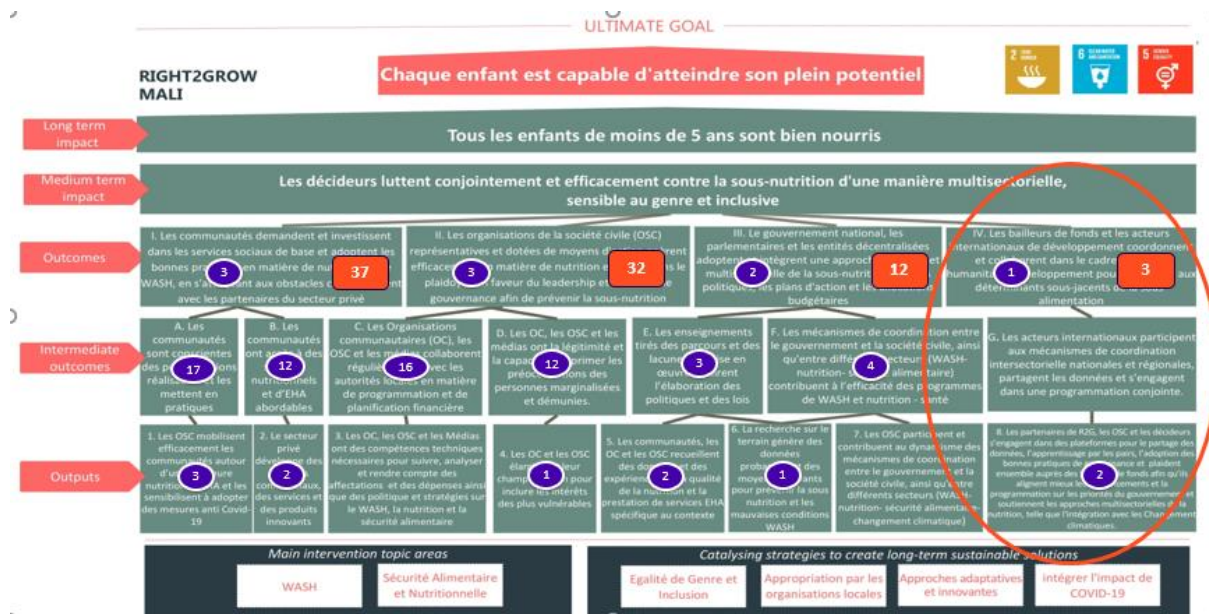
Donor Indicator / Sub-indicators	Baseline	2025 target	Cumulative value
R2G Indicator			
SCS012: # of government policies for sustainable and inclusive development that are better implemented as a result of CSO engagement	0	10	8
SCS022: # of governmental policies for sustainable and inclusive development as a result of CSO engagement			

3.3.4 Donateurs et organisations internationales de développement

Le consortium Right2Grow au Mali est représenté dans le Groupe thématique des Partenaires Techniques et Financiers-(PTF) du secteur WASH à travers la société civile WASH. Le consortium participe activement aux réunions de clusters WASH et Nutrition aux côtés de l'Unicef et des ministères en charge du WASH et de la nutrition. Le consortium est partie prenante dans le Mouvement Scalling Up Nutrition (SUN) dont le chef de file des partenaires internationales de la société civile est assuré par Action contre la Faim et l'Ambassade du Canada (lead Scalling up Nutrition (SUN) Donateurs). Le consortium a également appuyé l'opérationnalisation de l'approche Nexus avec la mise en place d'une feuille de route nationale.

Dans le cadre de l'initiative SWA, Right2Grow Mali participe régulièrement aux activités de SWA sur le changement climatique dans le secteur WASH pour lequel un guide sera élaboré par le siège de SWA et aidera à l'analyse et aux discussions au niveau national sur l'action climatique et WASH. Grace en partie au dynamisme de la CNCIEPA, partenaire de Right2Grow, le gouvernement a élaboré des plans d'action qui ont permis de guider le plaidoyer pour la participation du Mali à la réunion de haut niveau des ministres du secteur Eau et assainissement en Indonésie en mai 2022.

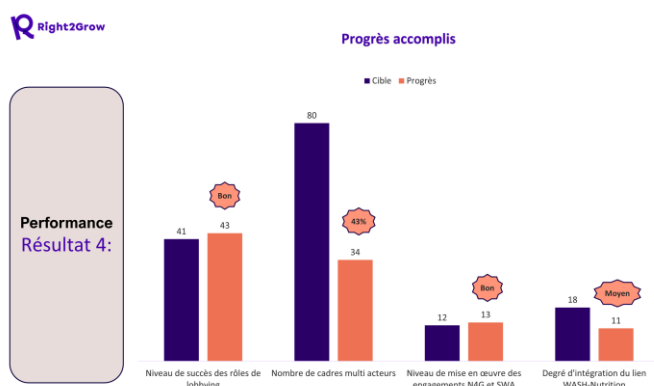
Carte des lacunes en matière de données probantes et résultats de l'exercice de cartographie des résultats au niveau national



Malgré les avancées enregistrées dans l'opérationnalisation du triple nexus, la tenue régulière des réunions SWA et le suivi des engagements N4G, des défis persistent concernant le respect de certains engagements stratégiques du secteur WASH. Ces insuffisances compromettent la cohérence et la durabilité des actions entreprises dans le cadre de la gouvernance sectorielle.

Récits de changement au niveau des donateurs et des ONG recueillis grâce à la collecte de données

Illustration : J'ai observé sur le terrain les résultats obtenus et assuré un suivi régulier de leur évolution. Ces avancées sont également attestées par des preuves tangibles, visibles dans les documents politiques actualisés et dans les notes d'engagement produites par les acteurs impliqués.



Les données de performance indiquent un niveau globalement positif de coordination multi-acteurs et de cohérence des actions de plaidoyer mises en œuvre dans le cadre du programme. Les rôles de lobbying sont évalués comme efficaces, et la mise en œuvre des engagements pris dans les cadres N4G et SWA montre des résultats satisfaisants.

Toutefois, le nombre de cadres multi-acteurs effectivement fonctionnels reste inférieur à la cible initiale, ce qui suggère des marges d'amélioration en matière de structuration et de pérennisation des plateformes de coordination. De même, le degré d'intégration du lien WASH–Nutrition demeure modéré, reflétant la complexité de l'opérationnalisation intersectorielle à différents niveaux.

Dans l'ensemble, ces résultats montrent que le programme a contribué à renforcer les mécanismes de coordination et d'alignement stratégique entre acteurs, tout en soulignant la nécessité de consolider ces dynamiques pour améliorer leur portée et leur durabilité.

Réflexions sur la contribution des stratégies du programme aux changements obtenus

La prise en compte de la nutrition et WASH dans les documents politiques comme la nouvelle constitution, le PAMN, les PDESC, l'allocation de budget à la nutrition dans le compte administratif sont des changements tangibles qui se maintiendront dans le temps.

Les signes du changement durable sont l'appropriation des bonnes pratiques par les acteurs locaux qui est une réalité dans le programme R2G. Le deuxième élément est l'intégration de ligne dans les budgets nationaux qui montre que l'état prend le relais après l'initiative pour continuer sa mise en œuvre.

Au Mali, le programme Right2Grow est intervenu dans un contexte où les fondements de la gouvernance locale sont déjà en place, notamment grâce à des textes réglementaires qui encouragent la participation citoyenne. Le processus de décentralisation, par le transfert de compétences aux collectivités territoriales, permet aux autorités locales d'influencer les politiques publiques. Cela ouvre des perspectives pour les organisations de la société civile (OSC), qui peuvent ainsi contribuer activement au changement à l'échelle locale.

3.4. Effets imprévus (négatifs) sur d'autres parties prenantes

Le cas échéant : effets imprévus (négatifs) sur d'autres parties prenantes que celles mentionnées ci-dessus

3.5 Thèmes transversaux (genre, jeunesse, climat)

Au Mali, la responsabilité pour les différentes activités de base au foyer est principalement portée par les femmes et les filles. Dès lors, et parce que ces tâches nécessitent un investissement quotidien important en temps, des difficultés d'accès aux crédits et à la terre pour la production, les femmes sont particulièrement moins actives dans les activités génératrices de revenus. Elles ont peu de temps de repos et ont peu accès aux forums de prise de décision dans la communauté. Les femmes supportent une charge de travail plus élevée que les hommes, élément qui est remarqué dans l'analyse causale de la malnutrition comme l'une des causes principales de la malnutrition infantile. Promouvoir la réduction de la charge de travail des femmes va donc contribuer à la réduction de la malnutrition, car plus de femmes auront un espace pour participer aux services de production alimentaire, ainsi qu'à leur autonomisation. Cette réduction leur laissera également plus de temps pour s'occuper des enfants, en termes de préparation d'aliments nutritifs, de pratiques d'une bonne hygiène telles que le lavage régulier des mains au savon (très important dans le contexte du Covid-19), l'hygiène alimentaire, l'élimination sûre des excréments des enfants, etc. Même si cela peut sembler contradictoire car les femmes dédient la majorité de leur journée à travailler, elles sont très dépendantes, étant donné que le contrôle des ressources (dont l'argent) est aux mains des hommes.

En matière de genre, des analyses ont été menées par le consortium en 2022, en collaboration avec les services techniques. Ces études ont permis de soutenir la mise en place d'organisations communautaires de base, dans le respect de la loi 052 qui prévoit un quota de 30 % de femmes dans les instances décisionnelles. Par ailleurs, le pouvoir économique des femmes a été renforcé grâce à la création d'associations villageoises d'épargne et de crédit dans 24 communes.

Dans le cadre de l'intégration de l'inclusion au programme, une formation dédiée a été initiée en 2022. Elle a permis d'introduire une rubrique « inclusion » dans les termes de référence de toutes les activités et d'adapter les outils de collecte, notamment les listes de présence enrichies d'une note sur le traitement des données recueillies. Des ajustements logistiques ont également été réalisés pour répondre aux besoins spécifiques des personnes en situation de handicap. Par ailleurs, des activités de sensibilisation ont été menées auprès des élus communaux, des services techniques de l'État, des médias et autres acteurs visant à promouvoir une meilleure prise en compte des inégalités liées au genre, au handicap et à l'âge. À cela s'ajoutent des campagnes virtuelles axées sur la gestion de l'hygiène menstruelle en milieu scolaire.

Right2Grow a renforcé son engagement pour l'égalité des sexes et l'inclusion des femmes, des jeunes, des personnes en situation de handicap, et d'autres groupes vulnérables. La participation active de ces groupes a été assurée dans les formations, ateliers, foires agricoles, et cadres de concertation. Lors de l'élaboration des nouveaux PDSEC 2024-2028, 6 communes sur 8 de la zone R2G ont intégré des lignes spécifiques sur la nutrition sensible au genre. En collaboration avec OMAES et AMADECOM, Deux sessions de restitution des résultats d'analyse genre réalisée en 2022 ont eu lieu, afin de sensibiliser les acteurs locaux aux inégalités existantes dans les domaines de la nutrition, du WASH et de la sécurité alimentaire. Right2Grow a travaillé avec 82 groupements de femmes, associations et groupes AVEC/S4T principalement composés de femmes. Grâce à l'appui des CVC à travers les plaidoyers dans les communes, des terres ont été attribués aux femmes pour la pratique du maraîchage. Additionnellement, les CVC veillent à l'inclusion des personnes en situation de handicap et à la représentation de tous les groupes. 1 462 femmes ont été accompagnées dans des activités de transformation de produits locaux, et la création d'AVEC, dans l'optique de l'autonomisation économiques des femmes dans les zones d'intervention. Le projet a également sensibilisé les élus et les services techniques de l'État à garantir un accès universel aux infrastructures de santé et WASH pour les personnes âgées et en situation de handicap. Le suivi par genre, intégré dans l'outil de suivi des CVC, a permis de renforcer la lutte contre les inégalités et d'inciter à des actions concrètes.

En tant qu'OSC émergente, AJCAD s'est positionnée au cœur de la production de contenus de sensibilisation et de plaidoyer destinés aux jeunes. À ce titre, elle a développé la plateforme **Beseya**, une application innovante qui facilite la diffusion des bonnes pratiques en matière de nutrition et d'hygiène. Grâce à cet outil, **133 408 personnes** avec plus de 60% de jeunes ont pu interagir et rester informées en continu sur ces thématiques clés. Cela témoigne clairement de l'intérêt que les jeunes portent aux thématiques abordées, comme en atteste leur forte adhésion

3.6 Impact

- Sur les enfants : changements en matière de nutrition, de santé ou de croissance.

A travers les entretiens menés, et les focus groups avec les communautés, les ménages ont signalé des améliorations dans la sécurité alimentaire grâce aux actions des Comités de Veille Citoyenne (CVC), des ONG et OSC dans les zones d'intervention du programme.

Dans l'ensemble des régions, un nombre élevé de ménages ont noté des améliorations dans les pratiques d'hygiène et l'accès à des installations sanitaires adéquates grâce aux actions des CVC, avec un taux de satisfaction au niveau global. Malgré cette forte appréciation, il est nécessaire pour le programme de continuer dans cette dynamique afin de répondre aux besoins à long terme des bénéficiaires.

Les évaluations menées dans différentes régions ont révélé des progrès positifs dans la lutte contre la malnutrition et l'amélioration de la qualité de vie des enfants

- Sur les décideurs : changements dans la manière dont les décideurs travaillent ensemble pour lutter.

Les élus ont une opinion généralement positive de la façon dont les acteurs (structures étatiques, ONG et associations) ont mené la mise en œuvre du programme Right2Grow. Ils mentionnent la bonne gouvernance et la cohésion sociale comme des aspects positifs de la mise en œuvre

- Contre la malnutrition (par exemple, collaboration accrue, réunions plus fréquentes, partage d'idées ou mise en œuvre de nouvelles mesures ou de mesures différentes).

La collaboration avec le secteur privé a été un élément clé pour le succès du programme Right2Grow au Mali. Elle a permis de renforcer les capacités des groupements féminins dans la production et la commercialisation de produits alimentaires à haute valeur nutritive. Les partenariats avec des acteurs privés, ont permis l'organisation de foires à Koulikoro, Sikasso et Kayes, facilitant l'accès direct des producteurs locaux aux marchés, soutenant. Ces foires ont non seulement soutenu la commercialisation des produits transformés et renforçant les liens entre les producteurs locaux et les acteurs du secteur privé, stimulant ainsi l'économie locale. Cette collaboration entre le mouvement SWA et Right2Grow a également joué un rôle crucial dans le plaidoyer en matière de nutrition et de WASH, en contribuant à la production d'évidences pour renforcer les politiques publiques, telles que la révision du Code de l'Eau et la Politique Nationale de l'Eau et de l'Assainissement. L'engagement du secteur privé a ajouté une dimension pratique et économique aux interventions de Right2Grow, en facilitant l'accès aux marchés et en soutenant la durabilité des initiatives. Grâce aux stratégies de marketing mises en place facilitée par un renforcement de capacité soutenu, plusieurs groupements ont réussi à accéder à de nouveaux marchés nationaux, au-delà de leur zone d'origine. Cependant, l'extension vers les marchés sous-régionaux reste limitée par l'absence de certification des produits. À cela s'ajoute la faiblesse de la qualité des emballages, qui réduit la durée de conservation et

augmente légèrement les coûts de commercialisation. Pour garantir la pérennité du projet, il est essentiel de maintenir et d'élargir ces partenariats avec le secteur privé formel via le CNPM afin de renforcer la chaîne de valeur locale et stimuler un développement économique inclusif et durable.

3.7 Durabilité perçue des changements réalisés

Constatations relatives à la durabilité perçue des changements réalisés.

Au Mali, le programme Right2Grow intervient dans un système de gouvernance locale déjà instauré, favorisant la participation des citoyens grâce à des règles spécifiques. La décentralisation permet aux collectivités territoriales d'influencer les politiques publiques et d'ouvrir des opportunités pour les organisations de la société civile (OSC).

La sensibilisation communautaire par des pairs est une méthode efficace contre la malnutrition. Les comités de veille citoyenne organisent des campagnes pour soutenir les Groupes de Soutien aux Activités de Nutrition (GSAN), aidant ainsi la population à comprendre leur rôle. La valorisation des produits locaux renforce également l'autonomisation des femmes, avec un appui à l'entrepreneuriat féminin.

Le programme a également renforcé les capacités des élus locaux pour mobiliser des ressources et gérer les budgets. Les comités bénéficient d'autonomie dans la sélection des priorités d'action et reçoivent un financement selon les besoins. Cela a permis aux OSC de contribuer à l'amélioration des politiques locales et d'augmenter l'accès aux services de nutrition et d'hygiène.

La stratégie d'Apprentissage et de Partage, mise en place conjointement avec les équipes nationales et mondiales du Mali (équipes de soutien technique A&P au niveau mondial, points focaux A&P et équipe MEAL nationales), facilite l'adaptation et à l'amélioration continue des activités, initiatives et méthodologies mises en place dans le cadre de Right2Grow. Grâce à la boîte à outils et aux différentes formations sur l'apprentissage, réalisées au niveau national et local, les partenaires locaux et de mises en œuvre sont incités et outillés à poursuivre leurs efforts de documentation des leçons apprises de leurs activités, initiatives et méthodologies phares. Le partage de ces enseignements et leur utilisation spontanée et systématique améliorent continuellement leurs pratiques, renforcent l'impact et contribuent à leur stratégie de durabilité.

Certaines activités et initiatives phares du Mali ont été documentées et intégrées au Catalogue d'apprentissage, ressource clé en termes de durabilité du programme. Ce catalogue, accessible à tous en ligne, permet de transmettre de façon durable les enseignements programmatiques clés du programme. Le Mali a produit des fiches sur les thèmes suivants : La transformation des produits locaux et le pouvoir économique des femmes en faveur de la nutrition ;

- Le prix des meilleures productions médiatiques sur l'EHA et la nutrition ;
- Le débat radiophonique et télévisé sur la multisectorialité de la nutrition au Mali, sur le thème « Quel rôle jouent les acteurs locaux et ceux de la société civile ? » ;
- Le succès du plaidoyer de la société civile relatif à l'intégration du Droit à l'alimentation et du WASH dans le projet de constitution de la République du Mali ;
- Le suivi budgétaire en faveur de la nutrition et l'EHA
- La gestion adaptative des plans communaux en matière de WASH et de nutrition grâce aux actions des CVC ;
- Le digital en faveur de la sensibilisation et du plaidoyer en matière d'EHA et de nutrition : l'application Bèsèya.



Une toilette bien entretenue à Nonzombougou

Un élément clé en faveur de la durabilité est l'implication des CVC dans le processus d'élaboration des plans d'action, qui n'est pas simplement une activité qui ne doit pas être uniquement préparée par Bamako, mais plutôt les CVC. Ce processus de planification interne constitue le premier pas vers un transfert réussi des responsabilités aux CVC. En ce qui concerne le financement, bien que des appuis extérieurs soient présents, des efforts sont également déployés pour rechercher des sources de financement au niveau local, ce qui contribue également à la viabilité à long terme de leurs initiatives.

- La persistance de l'insécurité et du banditisme.
- La persistance de l'instabilité politique sur le plan national
- La non-maîtrise du processus de PDESC par tous les membres CVC,
- La capacité des CVC à produire des rapports d'activités et formuler des messages de plaidoyers de qualité.

3.8 Facteurs contribuant à la durabilité (y compris l'adaptation à des contextes changeants)

Le droit à l'alimentation et à l'eau est inscrit dans la nouvelle constitution, mais il nécessite une attention citoyenne de la part de la société civile. Les organisations de la société civile, souvent dépendantes des financements extérieurs, ont du mal à durer. Le bénévolat limite aussi la participation, surtout avec un faible taux d'alphabétisation. Cela fragilise l'engagement des membres. De plus, le Mali fait face à une crise sécuritaire, à une pauvreté croissante et à un manque de données pour gérer les programmes.

Ces changements se maintiendront grâce à une combinaison de leviers complémentaires :
Cadre légal et politique : L'intégration du droit à l'alimentation et à l'eau dans la Constitution, l'amélioration du Code de l'eau et l'adoption du PAMN créent des obligations légales et institutionnelles. Cela signifie que les autorités, quelle que soit leur composition future, devront en tenir compte dans leurs actions et budgets parce que, une fois inscrits dans la loi ou les documents stratégiques nationaux, ces engagements deviennent des références incontournables pour les décideurs.

Ancrage dans la planification locale : Les chapitres nutrition dans les PDESC et les lignes budgétaires spécifiques garantissent que la nutrition et le WASH ne soient pas des priorités ponctuelles mais inscrites dans les cycles de planification et de financement communaux parce que, la société civile locale dispose maintenant d'outils, de données et de structures pour exiger des comptes.

Appropriation communautaire : Les comités de veille citoyenne, les groupements de femmes et les AVEC sont des acteurs locaux autonomes capables de maintenir la vigilance, d'alerter et de plaider pour que les engagements soient respectés parce que les chaînes de valeur locales créées (fonio, moringa, baobab) et l'accès facilité à l'eau améliorent directement les revenus, la santé et la sécurité alimentaire, incitant les acteurs locaux à maintenir ces acquis.

Résultats concrets visibles : Les réhabilitations d'infrastructures (points d'eau, latrines) et la baisse du prix de l'eau ont des effets immédiats et tangibles. Ces acquis créent des attentes fortes au sein des populations, ce qui rend politiquement coûteux pour les autorités de revenir en arrière parce que l'action combinée du cadre légal, des politiques, des budgets et de l'engagement communautaire crée une dynamique auto-entretenue difficile à inverser s'il y a une phase de consolidation de ses acquis ou de mise à échelle

3.9 Réflexions sur les quatre aspects identifiés de la durabilité

3.9.1 Communautés

Communautés ayant continué à avoir accès à des services de nutrition et d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH).

Grâce à la mairie et à notre association CVC, le programme Right2Grow a été connu. Avant, les communautés ne participaient pas aux programmes de développement, mais maintenant, avec le Comité de Veille Citoyenne, nous assistons à des sessions de divers ordres. Nous participons au budget nutritionnel et posons des questions. Des

formations sur la malnutrition, la transformation des produits locaux et d'autres sujets ont été offertes. Nous connaissons nos droits et nos devoirs. Maintenant, nous avons des informations sur nos écoles et le fonctionnement sanitaire, et les hommes sont aussi informés sur les CSCOM grâce à Right2Grow.

Nous sommes capables de transformer nos produits locaux pour lutter contre la malnutrition dans notre commune.

- Nous menons un plaidoyer auprès de nos autorités communales.
- Plusieurs hommes accompagnent leurs femmes au centre de santé.
- Nous participons aux sessions budgétaires.
- Nous donnons de la nourriture à nos enfants de moins de 5 ans.
- Le taux de paiement des taxes pour le développement régional et local a augmenté. Par exemple, avant le projet RIGHT2GROW, il était impossible de parler de la TDRL à Kéniou, à 7 kilomètres de Médine. Mais aujourd'hui, cette localité est la première en matière de paiement de la TDRL.

3.9.2 Gouvernements

Les gouvernements adoptent, maintiennent et mettent en œuvre des politiques en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) et de nutrition.

- Elles ont facilité des interventions dans les communautés et auprès des autorités publiques ;
- Elles ont facilité l'accès aux informations utiles pour le programme ;
- Elles ont aussi apporté un soutien considérable dans la validation des résultats du programme.

La politique nationale genre du Mali est une référence potentielle pour faire progresser les résultats du projet en lien avec l'égalité des sexes, d'autonomisation des femmes. Toutefois, il existe d'autres documents pouvant servir de repère pour accroître les résultats du projet en lien avec le genre, notamment la stratégie genre du Mali, les données de l'enquête EDSM et celle de MICS.

Sur le plan institutionnel, l'adoption de la Constitution du 22 juillet 2023 intégrant le droit à l'alimentation et à l'eau potable, ainsi que l'amélioration du Code de l'eau et de la Politique nationale de l'eau et de l'assainissement, constituent une avancée majeure. Ces acquis créent un socle juridique solide, garantissant que ces droits fondamentaux demeurent inscrits dans les priorités nationales et bénéficient d'une prise en compte durable par les autorités. La validation du Plan d'Action Multisectoriel de la Nutrition (PAMN) vient compléter ce cadre, en renforçant la coordination entre les secteurs clés: santé, agriculture, eau et éducation pour une réponse globale aux défis de la malnutrition.

Au niveau local, l'intégration de chapitres spécifiques à la nutrition dans les Plans de Développement Économique, Social et Culturel (PDESC) de 15 communes et l'inscription de lignes budgétaires dédiées dans les budgets communaux illustrent l'engagement des autorités à traduire ces orientations en actions concrètes. Ces allocations assurent un financement pérenne des initiatives nutritionnelles et renforcent l'appropriation locale des enjeux. Sur le plan communautaire et économique, le programme a contribué au renforcement de 60 groupements de femmes spécialisés dans la transformation de produits locaux à haute valeur nutritive, à la mise en place de 27 Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) et à la création de partenariats entre producteurs et transformateurs. Ces dynamiques favorisent la structuration de chaînes de valeur locales, génératrices de revenus et contribuant à la sécurité alimentaire.

En matière d'accès aux services essentiels, la réhabilitation de 63 points d'eau dans les écoles, centres de santé et communautés, combinée à la réduction du prix du mètre cube d'eau de 500 à 250 FCFA, facilite un accès équitable et durable à l'eau potable. Parallèlement, la réhabilitation de latrines, la mise en place de systèmes locaux de gestion des déchets et l'organisation de journées de salubrité améliorent l'hygiène et l'assainissement, réduisant ainsi les risques sanitaires.

Enfin, en termes de gouvernance et de participation citoyenne, les 24 Comités de Veille Citoyenne (CVC) appuyés par le programme ont produit 276 notes de plaidoyer basées sur des évidences, influençant les décisions politiques locales et mobilisant des ressources additionnelles, notamment pour la prise en charge de personnel de santé et le financement d'activités nutritionnelles. Ces actions ont renforcé la redevabilité et favorisé un dialogue constructif entre les communautés et leurs élus, condition essentielle pour des changements durables.

3.9.3 Société civile

Les organisations de la société civile ont la capacité de maintenir ou d'intensifier les résultats des programmes. Dans le cadre de la durabilité des acquis du programme, la planification de la dernière année portait essentiellement sur des activités de durabilité. En effet, un plan de durabilité des activités de plaidoyer dans les communautés a été élaboré par les OSC avec l'implication des autorités publique.

3.9.4 Autorités locales

Les autorités locales se sont engagées à maintenir leur soutien

- Engagement des maires à accompagner les comités de veille citoyenne dans leurs activités de citoyenneté ;
- Intégration des acquis du programme dans les planifications stratégiques des Organisations locales. Par exemple : l'approche d'apprentissage de R2G, l'approche B4V et l'approche OH) ;
- Maintien et consolidation du partenariat entre les OSC/ONG nationales et internationales de R2G.

4. Cohérence et partenariat

4.1. Cohérence interne et fonctionnement du partenariat

A l'issue de la revue documentaire, de l'atelier de réflexion et des entretiens réalisés avec les acteurs du programme Right2Grow au Mali, l'évaluation révèle plusieurs points importants concernant l'organisation du partenariat, le consortium national, et la collaboration avec les partenaires locaux, et comment ces éléments ont influencé la mise en œuvre du programme et l'apprentissage.

Les partenaires de mise en œuvre du programme ont identifié plusieurs facteurs ayant influencé la mise en œuvre du programme et l'apprentissage. Tout d'abord, la cohérence de la mise en œuvre dans les actions des acteurs est un aspect crucial pour la bonne conduite du programme. En effet, ils reconnaissent que, en tant que consortium composé de plusieurs organisations, leurs actions sont complémentaires. Cependant, un problème récurrent est le manque de planification conjointe. Souvent, ils constatent que les partenaires ne coordonnent pas suffisamment leurs actions, ce qui peut entraîner des chevauchements et des retards préjudiciables à la mise en œuvre. Cette absence de coordination préalable peut perturber le rythme des activités et avoir un impact négatif sur les communautés bénéficiaires.

De plus, les partenaires sont conscients de l'importance de mettre en place une planification annuelle commune. Ils s'accordent sur le fait que cette planification devrait être finalisée dès novembre, avec la signature des contrats en décembre. Cette approche permettrait non seulement de garantir la fluidité des activités, mais aussi de mieux gérer les ressources et les délais.

En ce qui concerne la coordination, bien qu'elle puisse parfois représenter un défi, les partenaires ont mis en place des initiatives de partage d'expérience qui s'avèrent efficaces. Notamment, des ateliers et des échanges d'expérience sur l'utilisation d'outils de planification, de suivi et de rapportage sont organisés en ligne. En plus du partage d'expérience, il y a eu la mise en place d'espaces d'échange pour partager leurs préoccupations et les problèmes rencontrés, ce qui a contribué à une meilleure compréhension des enjeux et à trouver des actions pour faire face aux risques et contraintes éventuels lors de la mise en œuvre du programme. Les partenaires maliens collaborent également avec leurs homologues d'autres pays participants au programme, ce qui favorise l'échange de bonnes pratiques et renforce l'apprentissage collectif. Il s'agit notamment des partages d'expériences récurrents eus avec le Burkina Faso en matière d'analyse budgétaire et suivi des dépenses.

Enfin, les entretiens ont révélé que les partenaires reconnaissent l'importance de l'apprentissage continu. Ils ont mis en place des mécanismes de partage d'expérience et de renforcement des capacités grâce à l'utilisation d'outils et de pratiques communes. Cette approche permet d'améliorer progressivement les processus et les résultats au fil du temps, démontrant ainsi leur engagement envers l'amélioration continue. D'après les répondants de l'évaluation sur l'Apprentissage et Partage du Mali, les leçons apprises des programmes ont surtout été utilisées en priorité pour concevoir/adapter des activités ou des éléments du programme ,pour informer/inspirer d'autres partenaires/pays/collègues et pour améliorer les méthodes de travail). Cela démontre une forte appropriation des leçons apprises pour améliorer la programmation future.

Les élus ont souligné la collégialité et l'inclusion de toutes les parties prenantes comme une force majeure du partenariat. Ils ont également mentionné le renforcement des capacités et une bonne collaboration avec les leaders locaux.

Pour ce qui est des défis en termes de collaboration au sein du partenariat, les acteurs estiment qu'il est nécessaire qu'à l'avenir les plans d'action élaborés par les CVC soient intégrés dans la planification des activités. Ainsi, la programmation des activités pour la mise en œuvre se fera plus aisément au niveau communal. Il sera important de mobiliser plus à l'avenir plus de ressources (kit WASH, ressources et outils de travail, moyens de communication, fonds nécessaire, etc...) pour la prise en charge des besoins majeurs.

Des leçons et bonnes pratiques ont été tirées de la collaboration au sein du partenariat. Elles se résument comme suit :

- **La bonne collaboration, la cohésion, le partage d'idée et le fort engagement des premiers responsables et des acteurs sur le terrain** a permis aux acteurs de converger chaque fois vers l'identification et la mise en œuvre de solutions concrètes en cas de difficultés et l'atteinte des objectifs ;
- **Le déficit de communication entre les parties prenantes, messages et plan d'action de communication** est un obstacle pour la mise en œuvre des actions du projet. A l'opposé, une bonne communication à travers des échanges pour une meilleure compréhension du rôle de chaque acteur est un atout pour la bonne conduite du projet. Un bon plan d'action de communication, nous permettrait de développer des outils médiatiques qui correspondent à la réalité et aux besoins des cibles, y compris les adolescents et les jeunes, les parents et la communauté ;
- **Le non-respect et la non prise en compte des plans d'action fournis par les CVC** ne permettent pas d'atteindre des résultats extraordinaires dans les différentes localités cibles du programme. Par ailleurs, les CVC participent véritablement au développement et à la mise en œuvre des activités ;
- **Le développement de stratégie d'adaptation** à travers la réalisation des formations en ligne et d'un voyage d'études permet d'être résilient face à certaines difficultés telles que les épidémies (Covid-19) et les défis sécuritaires.

Les défis principaux résident dans la planification insuffisante et le besoin de renforcer la coordination. Il y a également le manque de ressources nécessaires, notamment en termes de matériels, d'équipement logistique et de communications. Il y a également eu des retards dans la mise en œuvre qui constitue un facteur qui peut entraver la mise en œuvre du programme. Les partenaires sont présents pour aider la communauté, même s'ils ne peuvent pas tout faire. Les leçons comprennent l'importance de travailler ensemble malgré les défis. La formation a été une force majeure de la mise en œuvre du programme. La collaboration au sein du partenariat a été une autre force, favorisant la cohésion et la communication.

En termes de défis, il y a des retards dans la mise en œuvre de certaines activités, qui ont un impact sur l'organisation. En plus, il y a les constats sur (i) le manque de fonds alloués pour le programme, (ii) la mise en œuvre et l'opérationnalisation du plan d'action des CVC (iii) les contraintes budgétaires que connaît le Mali qui pourrait entraver la mise en œuvre des actions de plaidoyers en faveur des populations concernées en matière de nutrition, (iv) l'insécurité et (v) la prise en compte de l'hivernage dans la mise en œuvre des actions du programme par les CVC.

La viabilité des mécanismes prévus par le programme est totalement assurée. En effet, l'approche de mise en œuvre du programme est durable car les CVC formés sur le plaidoyer et le suivi peuvent faire le suivi des activités du programme et la sensibilisation dans les différentes localités du projet. Le programme Right2Grow a véritablement une stratégie de pérennisation des acquis avec les CVC qui prennent le relais et l'appui de la mairie, des groupements féminines, partenaires techniques, chef religieux et la communauté.

Toutefois, la participation des communautés, le renforcement des comités de veille citoyen et le renforcement des capacités à travers des formations des femmes pour la transformation et la commercialisation des aliments nutritifs permettent de se rassurer de la convergence de vue d'une part, mais également de la mobilisation de chacun pour assurer la pérennisation et la bonne collaboration.

Les résultats obtenus permettent d'affirmer que le programme a suscité un changement réel et durable au niveau des acteurs impliqués. Les partenaires communautaires (CVC, etc) ont une parfaite connaissance de la malnutrition des enfants de 0 à 5 ans, de leur état (diversité, utilité, localisation, tendances, mesures à envisager, collaborations souhaitables...) ; il y a eu la mise en place des CVC à travers la signature de document de collaboration et les conventions pour le recouvrement et la sensibilisation.

L'adhésion au CVC repose sur le principe du volontariat, excluant toute forme de rémunération. Dans un contexte marqué par un faible taux d'alphabétisation, cette exigence limite la participation à certaines catégories sociales. Les membres, souvent peu instruits et sans centres d'intérêt clairement définis, ont du mal à maintenir leur engagement sur le long terme, ce qui affaiblit la dynamique de veille citoyenne.

Les comités de veille citoyenne ne disposent pas de mécanismes endogènes pour mobiliser des ressources. Le financement de leurs activités repose essentiellement sur les appuis extérieurs, ce qui compromet la pérennité des actions de sensibilisation et de plaidoyer au sein des communautés. Malgré les défis, certaines initiatives émergent : des CVC réussissent à mobiliser des soutiens extérieurs ou à nouer des partenariats avec la mairie pour financer des actions essentielles de veille citoyenne, renforçant ainsi l'engagement citoyen au sein des communautés.

L'appréciation positive des communautés cibles du programme Right2Grow lors des focus groups qui se voient être des communautés modèles, le fait ressortir nettement.

Par ailleurs, le programme a identifié des partenariats techniques comme les CVC qui pourraient constituer des apports importants pour la durabilité du projet. Lors des focus group, les représentants des autorités locales ont affirmé avoir co financé plusieurs projets locaux et ont témoigné de leur volonté de canaliser certains investissements prévus des Plans de développement Locaux (PDL) vers des objectifs du projet, que ce soit en matière de développement local durable ou en matière d'infrastructure.

Enfin, comme mentionné plus haut, les conditions institutionnelles et légales sont pour la plupart mises en place pour garantir la pérennité des résultats du projet. Cependant, il reste à renforcer certains aspects en matière d'appropriation par les populations locales pour ce qui concerne les objectifs de conservation et de suivi et les partenaires financiers pour leur réactivité et pour l'assouplissement de leurs procédures de décaissement des fonds.

4.2. Cohérence externe

iii. Ambassades des Pays-Bas

Le programme a bénéficié de l'accompagnement technique de l'ambassade néerlandais et une visibilité accrue des actions du programme au niveau national et international. La collaboration avec l'Ambassade des Pays-Bas pour le programme Right2Grow a été constructive. Un bulletin trimestriel était transmis, renforçant la transparence et l'engagement.

La collaboration étroite avec l'Ambassade des Pays-Bas, principal bailleur du programme, a été à la fois constructive et stratégique. Outre la transmission régulière d'un bulletin trimestriel détaillant l'état d'avancement des activités et les interactions avec les décideurs locaux, ce canal d'information a permis d'anticiper les besoins, d'ajuster nos interventions et de maintenir une cohésion forte autour des objectifs communs. Participation de l'ambassade au comité de pilotage semestriel et annuel du projet, participation des débats télévisés sur la place de l'agroécologie dans la nutrition et le soutien au plan d'Action Multisectoriel de Nutrition. Implication et participation au processus d'évaluation du projet à mi-parcours : partage des leçons d'apprentissage thématique du projet et à l'atelier de capitalisation. Ce mécanisme de communication, fondé sur la transparence et la redevabilité, a non seulement renforcé la confiance et l'engagement mutuel, mais aussi ouvert des opportunités de dialogue stratégique, facilitant l'alignement de nos actions avec les priorités nationales et les orientations du bailleur. Le programme a partagé avec l'ambassade le film parcours du projet en version française et Anglaise.

iv. Ministère néerlandais des Affaires étrangères

Le soutien financier et la flexibilité dans la gestion des fonds aide à rester connectés aux réalités quotidiennes. Les alliances entre les organisations de la société civile et les organisations communautaires de base aident à répondre rapidement aux besoins des communautés. Les comités de veille citoyenne soutiennent l'expression des besoins et l'élaboration de solutions adaptées localement.

5. Enseignements tirés et bonnes pratiques

5.1. Programme

La mise en œuvre du programme Right2Grow a permis de tirer plusieurs enseignements précieux qui guideront les actions futures. L'une des principales leçons concerne l'importance de la synergie d'action et de la collaboration entre les partenaires. La complémentarité entre les membres du consortium, en particulier lors de la préparation et de la mise en œuvre des activités, a joué un rôle essentiel dans l'atteinte des résultats. L'autonomie des partenaires locaux dans la conduite de leurs activités, tout en s'assurant qu'ils suivent les mêmes méthodologies, a renforcé l'efficacité des interventions. Cependant, il est également apparu que le manque de coordination avec certaines institutions politiques a freiné l'ancrage institutionnel de la nutrition. Les efforts de plaidoyer menés par OMAES à ce sujet n'ont pas donné les résultats escomptés, en raison de facteurs politiques. Cette situation montre la nécessité de renforcer les relations avec les décideurs pour surmonter ces obstacles. Par ailleurs, les CVC ont joué un rôle clé en s'appropriant les outils de plaidoyer, avec des demandes formelles adressées aux autorités locales, ce qui a permis de promouvoir des actions concrètes en matière de nutrition et de WASH. De même, l'accompagnement des acteurs du secteur privé dans la production et la commercialisation de produits alimentaires nutritifs a favorisé leur visibilité et soutenu l'accès à des produits de qualité dans les zones d'intervention. En vue de la programmation future, il est suggéré d'adapter les actions de plaidoyer en tirant parti des leçons apprises, notamment en impliquant davantage les CVC dans la collecte de données budgétaires et en utilisant des espaces tels que les CAOCSAD et CLOCSAD pour partager les résultats des analyses budgétaires et inciter les autorités locales à prendre des engagements en faveur de la nutrition et de l'eau potable. Il est également crucial de maintenir un suivi régulier des engagements pris par les décideurs, afin de garantir leur mise en œuvre effective. La synergie multisectorielle demeure essentielle pour atteindre les objectifs de développement durable, notamment en matière d'accès universel à l'eau potable (ODD6).



Une borne fontaine bien entretenue à Nonzombougou

5.2. Collaboration entre partenaires

Les partenariats entre les OSC et les OCB aident à répondre rapidement aux besoins locaux. Les OCB connaissent bien leur environnement, mais manquent de compétences en plaidoyer. Les comités de veille citoyenne, avec leurs compétences, soutiennent les besoins des communautés. La collaboration entre OSC et autorités locales améliore le bien-être des populations en utilisant des données concrètes pour encourager des actions locales.

Le plaidoyer soutenu par le Ministère en charge de la sécurité alimentaire a favorisé une meilleure coordination entre les acteurs sectoriels autour du concept du Triple Nexus (Humanitaire, Développement, Paix). Une analyse SWOT a été menée pour évaluer les forces, faiblesses, opportunités et menaces du triple nexus au Mali, ce qui a renforcé la compréhension des acteurs et facilité leur coordination.

Renforcement des capacités

- Renforcer les compétences techniques des autorités locales et des services déconcentrés pour une approche multisectorielle de la nutrition. Cela passe par des formations ciblées et des campagnes de sensibilisation sur l'importance d'une coordination intersectorielle.
- Valoriser les textes et outils de gestion des collectivités territoriales dans les domaines de l'EHA (Eau, Hygiène et Assainissement) et de la nutrition à travers les actions de veille citoyenne. Il est essentiel de poursuivre les efforts de sensibilisation et de formation pour favoriser leur appropriation effective par les acteurs locaux.

Ancrage institutionnel

- Soutenir les plans de durabilité des Comités de Veille Citoyenne (CVC) et des Comités de Développement Villageois, de Quartier ou de Fraction, en mobilisant les ressources locales. Pour assurer leur reconnaissance institutionnelle, les CVC doivent évoluer progressivement vers des structures formelles, avec un accompagnement technique et administratif pour faciliter leur officialisation par les autorités compétentes.

Sensibilisation et mobilisation communautaire

- Poursuivre la mobilisation des ressources locales en faveur de la nutrition, de la sécurité alimentaire et de l'EHA, en maintenant les campagnes de sensibilisation sur l'importance de ces thématiques pour inciter les communautés à s'engager et à investir.
- Renforcer les actions de sensibilisation et de promotion des bonnes pratiques EHA dans les collectivités territoriales et le District de Bamako, afin d'encourager une participation active des communautés à l'amélioration de leur cadre de vie.
- Continuer la collecte d'intrants pour les démonstrations nutritionnelles au niveau communautaire, en intensifiant les activités de sensibilisation sur le rôle central des communautés dans la lutte contre la malnutrition et en stimulant les investissements locaux en faveur de la nutrition.

6. Conclusions et recommandations

6.1. Principales conclusions

Le programme R2G a été mis en œuvre dans les 3 régions, plus le District de Bamako, 6 cercles et 24 communes. Il est une contribution du MAE des Pays Bas. Le programme cadre parfaitement avec les priorités nationales du Mali, notamment en ce qui concerne la Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans son axe stratégique 3 « Orienter l'agriculture vers une agriculture sensible à la nutrition pour améliorer la diversité alimentaire, accroître les programmes spécifiques en faveur de la nutrition des femmes enceintes, des enfants de moins de 5 ans, des femmes allaitantes, des personnes âgées et des personnes handicapées, renforcer l'éducation nutritionnelle et l'hygiène alimentaire par les femmes, les enfants et les autres acteurs de la nutrition », la Politique Nationale de Nutrition « la production alimentaire familiale à petite échelle ».

Au terme de la mise en œuvre du programme, les résultats attendus ont globalement été atteints, en dépit des multiples défis financiers, politiques, institutionnels et sécuritaires qui se sont posés. L'essentiel des activités qui ont été planifiées dans le cadre du programme, a été exécuté à hauteur de souhait. Nonobstant les contraintes/difficultés, les principaux critères d'évaluation du programme sont satisfaisants. La mise en œuvre du programme a eu des effets significatifs sur les bénéficiaires, en l'occurrence les enfants, les femmes et les jeunes. Il a permis en grande partie des changements positifs observables du point de vue comportemental à travers la consommation des aliments issus de leur propre production, la pratique de la diversification alimentaire, de l'hygiène et de l'assainissement dans les ménages, la consommation d'eau potable, l'utilisation des techniques modernes de conservation et de transformation et l'abandon de la défécation à l'air libre à travers la construction des latrines.

La stratégie participative adoptée pour la mise en œuvre des activités à travers différente catégorie de bénéficiaires (femmes et hommes) et d'acteurs (ONG, services techniques) dans les phases de réalisation a assuré une appropriation du programme par les bénéficiaires, gage de durabilité. A différents échelons (consortium, communes, bénéficiaires), des mécanismes ont été mis en place pour assurer le maintien et la généralisation des effets du programme après sa clôture.

L'évaluation finale de la composante Apprentissage & Partage au Mali met en évidence des progrès notables, tant sur le plan de la compréhension conceptuelle que de l'intégration concrète des pratiques d'apprentissage au sein des organisations partenaires. L'ensemble des répondants affirme avoir renforcé leur maîtrise des processus d'apprentissage depuis le début du programme, **et on observe que les apprentissages sont désormais intégrés de manière plus intentionnelle, systématique et spontanée dans les activités menées. L'intégration de l'Apprentissage et du Partage en tant que composante centrale du programme Right2Grow a été une stratégie innovante et efficace qui a considérablement amélioré la mise en œuvre et l'impact global du programme au Mali.** Le Mali a fait preuve d'un changement notable en passant d'un processus de capitalisation statique à une approche plus intentionnelle et dynamique de l'apprentissage. Cette évolution a favorisé une réflexion critique plus approfondie et a permis des adaptations opportunes, conduisant à des interventions plus efficaces.

« A ce jour, je suis devenu une personne ressource pour les questions d'apprentissage dans mon organisation. J'ai conseillé d'autres projets pour la mise en place de leur dispositif d'apprentissage et conduit des activités d'apprentissage sur d'autres dans mon organisation. Cela sous-entend que j'ai acquis des compétences poussées dans l'apprentissage à travers Right2Grow. » Répondant enquête Apprentissage et Partage Mali

6.2. Principales recommandations pour l'avenir (y compris l'avis du consultant)

Le plaidoyer local est important pour le changement, mais il a des limites sans investissements concrets. Certaines problématiques demandent des réponses immédiates, donc il est nécessaire de coupler le plaidoyer avec des actions d'investissement ciblées, surtout dans les moyens d'existence.

A l'issue de l'évaluation les recommandations suivantes sont formulées, dont entre autres :

- rechercher des alternatives de financement endogène des activités de veille citoyenne ;

- élargir le modèle de Right2Grow aux 815 communes ;
- renforcer les acteurs territoriaux sur le processus d'élaboration du budget en mode croisés (autorités communales, CVC, journalistes...) ;
- renforcer les points focaux d'analyse budgétaire (Secrétaires généraux et/ou régisseurs) au niveau des collectivités territoriales sur la méthodologie Ouest-Africaine ;
- étendre l'analyse et le suivi budgétaire aux autres communes ;
- renforcer les efforts de plaidoyer par des actions d'investissement ciblées, notamment dans le domaine des moyens d'existence, afin d'influencer plus efficacement les dynamiques locales et répondre de manière proactive aux besoins des communautés ;
- renforcer la stratégie de communication pour une bonne implication des acteurs de mise en œuvre du programme à travers une bonne stratégie de communication cohérente validée par l'ensemble des acteurs ;
- renforcer les efforts de sensibilisation et de soutien pour promouvoir l'allaitement maternel exclusif dans toutes les zones d'intervention du programme ;
- mettre en place des mécanismes de suivi-évaluation adéquats au niveau des CVC afin d'évaluer pleinement les résultats obtenus et d'apporter des ajustements en temps voulu, en prenant en compte dans le dispositif de suivi des CVC, la collecte de données de suivi auprès des acteurs (mairie, préfet, etc.) et des bénéficiaires ;
- améliorer l'accès à l'eau potable et le renforcement de la sensibilisation sur les pratiques d'hygiène pour améliorer la santé des enfants ;
- prévoir un accompagnement spécifique additionnel des initiatives portées par des femmes ;
- intégrer l'aspect genre dans l'axe médias.

L'évaluation finale d'apprentissage et partage au Mali a également identifié des bonnes pratiques et soulevé des points d'amélioration afin d'optimiser le potentiel de l'établissement de l'apprentissage et du partage dans la programmation future :

- Intégrer l'Apprentissage et le Partage dès le début du programme à tous les niveaux (local et national), notamment par le biais de formations, de formations de recyclage et le partage et la manipulation de la boîte à outils apprentissage, en valorisant le présentiel.
- Encourager et maintenir les espaces de partage et d'échange des apprentissages entre partenaires de mises en œuvre mais aussi entre les pays du programme.
- Consolider les outils et l'accompagnement technique, afin de renforcer l'appropriation de la composante apprentissage et partage dans sa globalité et valoriser les champions de l'apprentissage identifiés dans le programme comme référents techniques pour la poursuite du programme et pour d'autres projets.
- Allouer dès le départ des budgets spécifiques au développement organisationnel, par exemple par le biais du programme de petites subventions.
- Fournir un soutien organisationnel essentiel, tel que du matériel de bureau de base, un financement de démarrage pour les opérations essentielles et une aide au développement du personnel afin de renforcer les systèmes internes des OSC.
- Soutenir les OSC dans l'élaboration de systèmes de performance, de plans de suivi et d'évaluation et de stratégies de plaidoyer.
- Intégrer des outils techniques tels que l'analyse comparative des valeurs (CVA) et la méthodologie BMET dans les processus organisationnels.
- Développer les échanges Sud-Sud et plateformes d'apprentissage dans le cadre d'une approche structurée de Mutual Capacity Development., les visites d'étude et les plateformes d'apprentissage transnationales afin de renforcer la solidarité, de diffuser l'innovation et de motiver les partenaires.
- Favoriser des liens plus solides entre le plaidoyer local et les plateformes nationales/de donateurs afin d'amplifier les voix locales et d'influencer la prise de décision.
- Faciliter les plateformes multi-acteurs pour la coordination.
- Encourager les coalitions et la collaboration intersectorielle pour un impact plus important.
- Renforcer les mécanismes de collaboration entre les gouvernements locaux et les OSC en matière de responsabilité et de planification.

Annexes

Annexe 1 – Aperçu détaillé de la collecte des données

Niveaux	Entités	Structures	Personnes rencontrées	Outils de collecte utilisés	Nombre
National	Services étatiques	Cellule de la coordination de la nutrition, point focal SUN	Chef de la Cellule Cellule de Coordination	Guide d'entretien	02
		Direction Générale des Collectivités Territoriales	Chef de Section Communication	Guide d'entretien	01
	Ministère des Affaires Etrangères Pays-Bas	Ambassade du Pays-Bas	Conseiller au Développement Durable	Guide d'entretien	01
	Partenaires de mise en œuvre	ACF	Coordinateur du Consortium Responsable MEAL	Guide d'entretien	02
		WVI	Chef de Projet R2G	Guide d'entretien	01
	Partenaires locaux de mise en œuvre (ONGs, OSCs, ...)	GSB	Chef de Projet	Guide d'entretien	01
		AJCAD	Chef de Projet	Guide d'entretien	01
		OMAES	Directeur Exécutif	Guide d'entretien	
		Session de réflexion	ACF, OMAES, WVI, DNACPN, DGAT, DGSHP, Réseau Journaliste Nutrition, GSB, AMADECOM.	Grille	18
	Instance de décision	Conseil National de Transition	Présidente de la Commission de promotion de la Femme, de la Famille, de la Protection de l'Enfant, de la Jeunesse, de Sport et de l'Emploi	Guide d'entretien	01

Local	Elus, Leaders Communautaires, CVC, AVEC, Communautés Locales	Kayes	AVEC, CVC, Transformatrice	Focus group	10 participants
		Tienfala	Elus, transformatrices,	Focus group	09
		Nionssombougou	Chef de village, CVC, Transformatrices	Focus group	12
		Sikasso	Elus, transformatrices, Journaliste, CVC	Focus	7
		Koutiala	Elus, transformatrices, Journaliste, CVC	Focus group	06
	Partenaires de Mise en Œuvre	AMECOM	Chef de Projet	Guide d'entretien	01
		Stop Sahel	Chef de Projet	Guide d'entretien	01

NB : Au total 5 focus groups ont été réalisés à Nionssombougou, Tienfala dans la région de Koulikoro, Hawa Dembaya dans la région de Kayes, Sikasso et Koutiala pour la région de Sikasso, une session de réflexion au niveau national et 13 entretiens individuels.

La collecte des données s'est déroulée du 16 au 28 juillet 2025, mais s'est poursuivie jusqu'au 06 août 2025, compte de l'indisponibilité de certains acteurs à rencontrer. Pour le cas spécifique de Sikasso et de Koutiala, les Facilitateurs de l'ONG AMADECOM étaient en fin de contrat depuis le 30 juin 2025, ce qui n'a pas toujours facilité la mobilisation des participants aux focus group.

Annexe 2 : Progrès réalisés par rapport aux indicateurs



Cadre de résultat

Mali.xlsx

L'annexe sera fournie sous forme de fichier PDF séparé.

Annexe 3 : Limites rencontrées et stratégies d'atténuation utilisées

Dans toute évaluation, il y a des partis pris et contraintes qui doivent être pris en considération.

L'une des difficultés majeures rencontrées dans la conduite de cette mission d'évaluation est la taille de l'échantillon et l'insécurité dans les zones d'intervention du programme, Ce qui nous a obligé à se concentrer sur des zones où la situation sécuritaire ne constitue pas une contrainte majeure.

Dans certaines zones, l'évaluateur National s'est appuyé sur des relais locaux pour réaliser les focus groups. A cela il faut ajouter le biais de sélection des localités à visiter. Le choix des localités a été effectué de manière aléatoire, mais il est possible que les localités sélectionnées ne soient pas représentatives de l'ensemble de la région. Par exemple, si des localités particulièrement riches ou pauvres sont sélectionnées, cela pourrait biaiser les résultats de l'évaluation.

Pour mener à bien le processus d'évaluation certaines stratégies ont été développées en fonction des limites identifiées.

- Instauration d'un climat de confiance : il est important de s'assurer lors des entretiens de collecte des données de la mise en place d'un climat de confiance qui sera essentiel. Cela permettra de mener aux conclusions pertinentes.

Stratégie : l'évaluateur a utilisé sa connaissance du contexte malien et local pour instaurer un climat de confiance durant les entretiens.

- Partis pris : un parti pris quant au choix des personnes interrogées peut signifier que seuls les informateurs clés ayant des expériences positives participent à la collecte des données. De plus, la disponibilité des participants souhaités peut varier, ce qui signifie que certaines lacunes dans les données peuvent biaiser l'analyse.

Stratégie : un échantillonnage divers tel que présenté a permis de collecter une variété de point de vue. L'évaluation pourrait également identifier des informateurs clés non proposés par le consortium.

- Mesure des effets et de causalité : étant donné le but et la nature de l'évaluation, il peut être ardu de déterminer avec certitude si les changements signalés peuvent être spécifiquement et directement attribués au programme

Stratégie : l'utilisation de la triangulation des données a été utilisée pour atténuer cette contrainte. En combinant des informations trouvées dans des documents, des entretiens provenant de sources multiples, et une enquête, une donnée biaisée ne faussera pas l'analyse.